

**INRA**

ESR - Nantes

# **Les exploitations agricoles non professionnelles dans la région des Pays de la Loire et en France**

*Analyse à partir du Recensement Agricole 1988 et 2000*

**Vincent CHATELLIER – Valérie JACQUERIE**

INRA – ESR Nantes - Rue de la Géraudière - BP 71627 - 44316 Nantes – France  
Tel : (00-33) 2-40-67-51-72 / Fax : (00-33) 2-40-67-50-74 / Email : [vchatel@nantes.inra.fr](mailto:vchatel@nantes.inra.fr)

**Document de synthèse**

**Nantes – mars 2004**

*Travail réalisé dans le cadre du programme  
« Pour et Sur le Développement Régional » (PSDR) INRA – Région des Pays de la Loire*

# SOMMAIRE

<b>Introduction</b>	1
<b>1- Le recensement agricole et la classification des exploitations non professionnelles</b>	3
1-1- Les recensements agricoles de 1988 et de 2000	3
1-2- La répartition des exploitations selon neuf types d'orientations de production	3
1-3- La définition de trois catégories d'exploitations non professionnelles	4
<b>2- L'évolution du nombre d'exploitations non professionnelles</b>	4
2-1- Une baisse de 37% du nombre d'exploitations non professionnelles depuis 1988	5
2-2- Une baisse du poids des unités non professionnelles dans l'agriculture régionale	5
<b>3- Le profil de la population agricole dans les exploitations non professionnelles</b>	6
3-1- Les exploitations non professionnelles sont de statut individuel	6
3-2- Une population familiale avec 40% de chefs d'exploitation et un important travail féminin	7
3-3- Des chefs d'exploitation souvent inactifs et âgés	9
3-4- Une population agricole peu formée	12
<b>4- Les orientations de production dans les exploitations non professionnelles</b>	14
4-1- Plus des $\frac{3}{4}$ des exploitations du type « ovins-caprins » sont non professionnelles	14
4-2- Un recul très rapide des exploitations laitières non professionnelles	16
4-3- Une diversité d'exploitations non professionnelles au sein de chaque groupe d'OTEX	18
<b>5- Les surfaces et les productions dans les exploitations non professionnelles</b>	19
5-1- Une surface limitée et des productions végétales nécessitant peu d'équipements matériels	19
5-2- Des productions animales peu exigeantes en travail et en investissement	21
5-3- Une assez faible diversification des activités	23
<b>Conclusion</b>	25
<b>Bibliographie</b>	26
<b>Annexes</b>	27

## Introduction

Dans de nombreuses analyses relatives aux exploitations agricoles françaises ou européennes, la délimitation du champ étudié est précisée. En effet, la limite retenue est loin d'être neutre, tant sur les résultats statistiques eux mêmes que sur les enseignements qui peuvent être tirés des analyses. Une définition insuffisamment précise du champ étudié entraîne d'ailleurs souvent des erreurs d'interprétation ou des comparaisons inexactes. Au-delà de la définition précise de différentes catégories d'exploitations agricoles, étape qui nécessite une explication des nomenclatures employées, le premier écueil tient, d'abord, à la définition de ce qu'est une exploitation agricole (Rémy, 1990). Dans le domaine de la statistique agricole, la définition traditionnellement utilisée, et considérée très souvent comme la plus légitime par de nombreux spécialistes, est celle indiquée dans le guide d'instruction du recensement agricole. Ainsi, l'exploitation agricole est définie comme une unité économique et de production répondant simultanément aux trois conditions suivantes :

- Elle produit des produits agricoles. Toute unité dont la finalité n'est pas l'acte de production de produits agricoles est écartée. De même, certains produits sont exclus du recensement agricole. Il s'agit essentiellement des produits suivants : l'herbe (lorsqu'elle ne s'accompagne pas clairement d'une activité agricole) ; les produits de cueillette et de ramassage dans la nature (champignons, truffière sauvage) ; les chevaux de selle ou de course (ou autres équidés destinés exclusivement aux loisirs) sauf s'il y a une jument poulinière ou un étalon reproducteur ; le gibier d'élevage destiné à la chasse ; les animaux sauvages ; les animaux d'agrément ; les animaux de laboratoire ; les poissons (de mer ou d'eau douce) ; les crustacés ; les mollusques (moules, huîtres, coquillages) ; les grenouilles ; les algues ; les escargots et les lombrics.
- Elle atteint ou dépasse une certaine dimension (superficie, nombre d'animaux, niveau de production, etc.). L'exploitation doit disposer d'une taille suffisante qui, en théorie, lui permet de participer à un processus de transaction commerciale, comme la vente sur un marché ou l'échange. En pratique, des seuils ont été déterminés de telle sorte que les exploitations enquêtées répondent à l'une des trois conditions suivantes : avoir une superficie agricole utilisée (SAU) supérieure ou égale à un hectare ; posséder une superficie en cultures spécialisées supérieure ou égale à 0,2 hectares ; présenter une activité de production agricole suffisante, estimée en nombre d'animaux, en surface de production ou en volume de production<sup>1</sup>.
- Elle a une gestion courante indépendante.

Partant de cette définition, le recensement agricole de l'exercice 2000 comptabilise, en France, 663 800 exploitations agricoles (contre 1 016 750 exploitations agricoles en 1988, soit une diminution de 352 950 unités ou -35%), dont 53 470 sont localisées dans la région des Pays de la Loire (contre 86 570 exploitations agricoles en 1988 dans cette région, soit une diminution de 33 100 unités ou -38%). Cette population totale est ensuite scindée en deux sous-populations : les unités non professionnelles et les unités professionnelles. Deux critères permettent de les distinguer :

---

<sup>1</sup> Ainsi, par exemple, sont intégrées au recensement de l'agriculture, les unités ayant au moins 1 truie, ou 1 jument poulinière, ou 1 vache, ou 6 brebis-mères, ou 6 chèvres, ou 10 lapines-mères, ou 100 poules pondeuses, ou 10 ruches en production, ou 15 ares de fraises, ou 5 ares de vignes à champagne, ou 5 ares de cultures florales ou ornementales, etc.

- a) Le premier correspond à la marge brute standard (MBS) totale de l'exploitation. La MBS d'une exploitation correspond à une estimation de sa valeur ajoutée potentielle. Cet indicateur est calculé en appliquant, aux unités physiques de production (superficie et cheptel) de chaque exploitation, des coefficients multiplicateurs, dont la valeur est déterminée de manière distincte selon les régions administratives. La MBS est exprimée en Unités de Dimension Economique (1 UDE = 1 200 euros).
- b) La quantité de main-d'œuvre, exprimée en unités de travail agricole (UTA). Une unité de travail agricole correspond au travail effectué par une personne employée à temps plein pendant une année, soit l'équivalent de 1 880 heures.

Ainsi, les unités « professionnelles » disposent d'une MBS totale supérieure à 8 UDE et d'une quantité de main-d'œuvre supérieure à 0,75 UTA. A l'opposé, les unités « non professionnelles » ont une MBS totale inférieure à 8 UDE et/ou moins de 0,75 UTA. Retenant ces critères, la France compte 270 530 unités non professionnelles (dont 20 660 dans les Pays de la Loire) et 393 270 unités professionnelles (dont 32 810 dans les Pays de la Loire).

Si de nombreuses valorisations des données du recensement agricole de l'exercice 2000 ont été réalisées par les services de statistique du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales (MAAPAR/SCCES/Agreste), très peu d'études ont été consacrées aux seules exploitations non professionnelles. Afin de dresser le portrait de l'agriculture non professionnelle en France, ainsi que dans la région des Pays de la Loire et ses départements (44 - Loire-Atlantique, 49 - Maine-et-Loire, 53 - Mayenne, 72 - Sarthe et 85 - Vendée), cette étude est basée sur les données du recensement agricole des années 1988 et 2000. Elle est structurée autour des cinq sections suivantes.

- La première rappelle les principales caractéristiques de l'outil statistique mobilisé (le recensement agricole) et présente les neuf types d'exploitations agricoles identifiés (par regroupement des dix-sept orientations technico-économiques de la nomenclature traditionnelle) ainsi que le mode de répartition des unités non professionnelles selon trois catégories (en fonction de leur dimension économique et de l'importance de la main-d'œuvre).
- La deuxième porte sur l'évolution du nombre d'exploitations non professionnelles entre 1988 et 2000 et sur le poids de ces exploitations dans l'agriculture en matière d'occupation du territoire, d'emplois ou d'activité agricole.
- La troisième traite du profil de la population agricole présente dans ces unités (statut, âge, formation, sexe, etc.).
- La quatrième aborde, pour chaque groupe d'orientations de production, le poids des unités non professionnelles et l'évolution de leur nombre depuis 1988.
- La cinquième et dernière section met en évidence les principales caractéristiques des unités non professionnelles en termes de surfaces (productions végétales), de productions animales (cheptels) et de diversification.

## 1- Le recensement agricole et la classification des exploitations non professionnelles

Cette première section est consacrée aux aspects méthodologiques. Elle rappelle les principales caractéristiques de la base de données mobilisée et présente la méthode de répartition des unités non professionnelles selon neuf groupes d'orientations de production et selon trois classes de taille et d'emplois.

### 1-1- Les recensements agricoles de 1988 et de 2000

Ce travail s'appuie sur les données des recensements agricoles des exercices 1988 et 2000 (le recensement de 2000 s'est déroulé d'octobre 2000 à avril 2001). Cette enquête statistique est réalisée environ tous les dix ans (1970, 1979, 1988, 2000) auprès de l'ensemble des exploitations agricoles françaises (y compris celles de très petite taille) par les services statistiques du MAAPAR (Directions départementales de l'agriculture et de la forêt, Directions régionales de l'agriculture et de la forêt, Service central des enquêtes et études statistiques). Le recensement agricole fournit une image aussi précise que possible de la réalité sociale et structurelle de l'agriculture française (en termes de population agricole, de surfaces, de cheptel, de moyens de production, d'activités annexes, etc.) et permet d'extraire des résultats à différents niveaux géographiques (commune, canton, département, région, pays). Il prend en compte les spécificités locales ainsi que les nouveaux enjeux de l'agriculture, comme les signes de qualité, les contrats territoriaux d'exploitation, les pratiques culturelles, etc. Le recensement agricole ne contient, en revanche, aucune information sur les résultats économiques et la situation financière des agriculteurs (contrairement au Réseau d'Information Comptable Agricole, dont le champ d'application ne concerne cependant que les unités professionnelles). Le recensement agricole est régulièrement mobilisé par les dirigeants politiques et les représentants des organisations agricoles pour préparer les futures lois et règlements agricoles, ainsi que les négociations internationales. Localement, il donne aux élus des communes des données précieuses pour la gestion de l'espace et l'aménagement du territoire.

### 1-2- La répartition des exploitations selon neuf types d'orientations de production

La grande diversité de l'agriculture française a nécessité, très tôt, l'introduction de méthodes de classification des exploitations agricoles. Outre les critères de localisation géographique (régions, départements, etc.), une grille d'analyse privilégiant les orientations de production (OTEX) a été élaborée dès 1978. Cette méthode de classification permet ainsi de répartir les exploitations agricoles en fonction de leurs productions dominantes. Plusieurs segmentations sont proposées selon le degré de finesse souhaité, dont une grille synthétique en dix-sept postes. Dans le cadre de cette étude, neuf types d'exploitations agricoles ont été identifiés par agrégation des dix-sept OTEX (Encadré 1).

**Encadré 1.** *Regroupement des 17 OTEX en 9 types d'exploitations agricoles*

Type d'exploitations	OTEX
Ovins-caprins	OTEX n°44 (ovins, caprins et autres herbivores)
Grandes cultures	OTEX n°13 (céréales et oléoprotéagineux) + n°14 (cultures générales)
Viticulture	OTEX n°37 (vins et appellation d'origine) + n°38 (autre viticulture)
Polyculture-Elevage	OTEX n°60 (polyculture) + n°71 (polyélevage et herbivores) + n°81 (grandes cultures et herbivores)
Bovins-viande	OTEX n°42 (bovins, élevage et viande)
Autres OTEX	OTEX n°82 (autres combinaisons culture-élevage)
Maraîchage, Arboriculture	OTEX n°28 (maraîchage) + n°29 (fleurs et horticulture) + n°39 (fruits et cultures permanentes)
Granivores	OTEX n°50 (granivores) + n°72 (polyélevage à orientations granivores)
Bovins lait	OTEX n°41 (bovins lait) + n°43 (bovins lait, élevage et viande)

### 1-3- La définition de trois catégories d'exploitations non professionnelles

Le groupe des exploitations agricoles non professionnelles est loin d'être homogène, dans la mesure où sa définition repose sur un « ou » entre les deux indicateurs (moins de 8 UDE et/ou moins de 0,75 UTA). Ainsi, dans un premier temps, trois catégories d'exploitations peuvent être distinguées : la première regroupe les exploitations ayant moins de 8 UDE et moins de 0,75 UTA ; la seconde regroupe les exploitations ayant moins de 8 UDE et plus de 0,75 UTA ; la troisième regroupe les exploitations ayant plus de 8 UDE et moins de 0,75 UTA. Dans un second temps, les exploitations sont réparties entre 14 classes plus précises (ces classes sont utilisées uniquement dans les graphiques de l'annexe 3).

**Tableau 1.** Définition des 14 types d'exploitations non professionnelles

MBS de l'exploitation		Nombre d'UTA	TYPLOGIE
Exploitations non professionnelles avec MBS < 8 et UTA totales < 0,75			
MBS < 1 UDE	<u>et</u>	UTA totales < 0,25	1
MBS < 1 UDE	<u>et</u>	0,25 ≤ UTA totales < 0,75	2
1 ≤ MBS < 4 UDE	<u>et</u>	UTA totales < 0,25	3
1 ≤ MBS < 4 UDE	<u>et</u>	0,25 ≤ UTA totales < 0,75	4
4 ≤ MBS < 8 UDE	<u>et</u>	UTA totales < 0,25	5
4 ≤ MBS < 8 UDE	<u>et</u>	0,25 ≤ UTA totales < 0,75	6
Exploitations non professionnelles avec MBS < 8 et UTA totales ≥ 0,75			
MBS < 8 UDE	<u>et</u>	0,75 ≤ UTA totales < 1,00	7
MBS < 8 UDE	<u>et</u>	1,00 ≤ UTA totales < 2,00	8
MBS < 8 UDE	<u>et</u>	2,00 ≤ UTA totales < 3,00	9
MBS < 8 UDE	<u>et</u>	UTA totales ≥ 3,00	10
Exploitations non professionnelles avec MBS ≥ 8 et UTA totales < 0,75			
8 ≤ MBS < 16 UDE	<u>et</u>	UTA totales < 0,75	11
16 ≤ MBS < 40 UDE	<u>et</u>	UTA totales < 0,75	12
40 ≤ MBS < 100 UDE	<u>et</u>	UTA totales < 0,75	13
MBS ≥ 100 UDE	<u>et</u>	UTA totales < 0,75	14

Source : Bazin G. et Chatellier V., 2003

A l'échelle nationale et pour les Pays de la Loire, des croisements sont opérés entre ces trois catégories d'exploitations non professionnelles et les neuf types d'exploitations identifiés précédemment. Cela permet de fournir une analyse précise de la situation des exploitations non professionnelles.

### 2- L'évolution du nombre d'exploitations non professionnelles

La région des Pays de la Loire a perdu, entre 1988 et 2000, 33 100 exploitations agricoles, soit -3,2% par an sur la période (ou un total de -38,2% en douze ans). Les 53 600 exploitations ligériennes recensées en 2000 se sont professionnalisées. Les terres libérées ont, pour une grande part, été reprises par des exploitations existantes, entraînant un accroissement de la taille moyenne des unités. Qu'en est-il de cette évolution pour les seules exploitations non professionnelles ? Leur effectif a-t-il diminué entre 1988 et 2000 et si oui, à quel rythme ? Comment leur poids a-t-il évolué ? Contribuent-elles aujourd'hui davantage qu'hier à l'agriculture régionale ? Voici les principales questions traitées dans cette seconde section.

## 2-1- Une baisse de 37% du nombre d'exploitations non professionnelles depuis 1988

Le nombre d'exploitations agricoles non professionnelles est passé, dans les Pays de la Loire, de 32 970 unités en 1988 à 20 660 en 2000, soit une diminution globale de 12 310 unités (Tableau 2). Cette baisse de 37% est assez proche de celle observée sur le champ des seules exploitations professionnelles (-39%). La région se distingue ainsi de la situation nationale, où la baisse des unités non professionnelles (-40%) a été plus drastique que celle des unités professionnelles (-31%). Les évolutions nationales suggèrent un léger mouvement de « professionnalisation » de l'agriculture française (Blogowski et al, 2002).

**Tableau 2.** Evolution du nombre d'exploitations agricoles (1988-2000)

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de Loire	France
<b>1988</b>							
Nombre total d'exploitations agricoles	18 890	19 120	17 450	13 900	17 220	86 580	<b>1 016 760</b>
Nombre d'exploitat. professionnelles	11 080	12 730	11 250	7 890	10 660	53 600	<b>569 770</b>
Nombre d'exploitat. non professionnelles	7 810	6 380	6 200	6 010	6 570	32 970	<b>446 990</b>
<b>2000</b>							
Nombre total d'exploitations agricoles	11 040	12 540	11 530	7 990	10 370	53 470	<b>663 810</b>
Nombre d'exploitat. professionnelles	6 430	8 320	6 840	4 490	6 740	32 810	<b>393 280</b>
Nombre d'exploitat. non professionnelles	4 610	4 230	4 690	3 500	3 640	20 660	<b>270 530</b>
<b>Variation 1988-2000 (en nombre)</b>							
Nombre total d'exploitations agricoles	-7 850	-6 570	-5 920	-5 910	-6 850	-33 100	<b>-352 950</b>
Nombre d'exploitat. professionnelles	-4 640	-4 420	-4 410	-3 400	-3 920	-20 790	<b>-176 490</b>
Nombre d'exploitat. non professionnelles	-3 210	-2 160	-1 510	-2 510	-2 930	-12 310	<b>-176 460</b>
<b>Variation 1988-2000 (en %)</b>							
Nombre total d'exploitations agricoles	-41,6%	-34,4%	-33,9%	-42,5%	-39,8%	-38,2%	<b>-34,7%</b>
Nombre d'exploitat. professionnelles	-41,9%	-34,7%	-39,2%	-43,1%	-36,8%	-38,8%	<b>-31,0%</b>
Nombre d'exploitat. non professionnelles	-41,1%	-33,9%	-24,4%	-41,8%	-44,6%	-37,3%	<b>-39,5%</b>

Source : Recensement agricole 1988 et 2000

Au sein des Pays de la Loire, la Mayenne est le département qui a perdu le moins d'exploitations non professionnelles (-24%), celles-ci passant de 6 200 unités en 1988 à 4 690 unités en 2000. Ce département rassemble ainsi, en 2000, environ 23% des exploitations non professionnelles ligériennes, contre 19% en 1988. Avec une chute de près de 45%, la Vendée est le département qui a proportionnellement perdu le plus grand nombre d'unités non professionnelles. C'est également le seul département de la région à connaître une « professionnalisation » du secteur agricole (c'est-à-dire une plus forte chute du nombre d'exploitations non professionnelles que du nombre d'exploitations professionnelles).

## 2-2- Une baisse du poids des unités non professionnelles dans l'agriculture régionale

Les exploitations non professionnelles représentent, en 2000, près de 39% de l'ensemble des exploitations agricoles ligériennes (les Pays de la Loire occupe sur ce critère le treizième rang des 22 régions françaises – voir annexe 3). Elles occupent 6,6% de la surface agricole utile (14<sup>ème</sup> rang), emploient 8,9% des UTA (16<sup>ème</sup> rang) et regroupent 3,4% de la MBS (19<sup>ème</sup> rang). Si leur contribution au nombre total d'exploitations agricoles est restée quasiment stable depuis 1988, elles occupent une plus faible part du territoire (10,9% en 1988) et mobilisent moins de main-d'œuvre (13,4% en 1988). Cette « professionnalisation » de l'agriculture est également observée à l'échelle nationale. L'agriculture des Pays de la Loire était et reste plus professionnelle que la moyenne française, aussi bien en ce qui concerne l'effectif, l'occupation du territoire, l'emploi ou la marge brute standard (Tableau 3).

**Tableau 3. Evolution du poids des exploitations non professionnelles (1988-2000)**

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de Loire	France
Nombre d'exploitations 1988	41,3%	33,4%	35,5%	43,2%	38,2%	38,1%	<b>44,0%</b>
Nombre d'exploitations 2000	41,8%	33,7%	40,7%	43,8%	35,1%	38,6%	<b>40,8%</b>
Surface agricole utile 1988	13,1%	10,4%	12,2%	12,5%	6,8%	10,9%	<b>12,0%</b>
Surface agricole utile 2000	7,4%	6,8%	7,6%	7,8%	4,1%	6,6%	<b>8,2%</b>
Unités de travail agricole (UTA) 1988	14,6%	10,2%	14,3%	16,8%	12,8%	13,4%	<b>18,6%</b>
Unités de travail agricole (UTA) 2000	9,1%	6,4%	11,7%	11,5%	8,5%	8,9%	<b>12,3%</b>
Marge brute standard (MBS) 2000	3,7%	3,0%	3,7%	4,5%	2,8%	3,4%	<b>5,5%</b>

Source : Recensement agricole 1988 et 2000

Dans les cinq départements, les exploitations non professionnelles regroupent moins de 8% de la superficie agricole, moins de 12% des emplois agricoles et moins de 5% de la marge brute standard. Sur la période étudiée, la proportion d'exploitations agricoles non professionnelles a baissé en Vendée, mais augmenté dans les quatre autres départements, principalement en Mayenne (de 35,5% en 1988 à 40,7% en 2000). Cependant, les unités mayennaises non professionnelles détiennent une part décroissante du territoire (de 12,2% à 7,6%) et de la main-d'œuvre (de 14,3% à 11,7%).

### 3- Le profil de la population agricole dans les exploitations non professionnelles

L'agriculture ligérienne emploie 109 000 actifs permanents, dont 60% sont exploitants ou coexploitants. Depuis 1988, le développement des formes sociétaires a conduit à ce que la baisse du nombre d'exploitants et de co-exploitants (-31%) soit plus faible que la diminution du nombre d'exploitations (-38%). En 2000, les unités ligériennes non professionnelles comptent 26 490 actifs familiaux. Quel est le profil de ces actifs, en termes de profession principale, d'âge, de formation ? Quel est le statut juridique des unités non professionnelles ? Ont-elles fréquemment recours au salariat ? L'objet de cette troisième section est d'apporter des informations dans ce sens.

#### 3-1- Les exploitations non professionnelles sont de statut individuel

Plus de 97% des exploitations non professionnelles ligériennes relèvent du statut individuel, contre 63% pour les unités professionnelles (Tableau 4). Les unités non professionnelles représentent, dans les Pays de la Loire, moins de 5% de l'ensemble des sociétés agricoles, soit un effectif total de 565 exploitations sociétaires. Le développement rapide des formes sociétaires, notamment les EARL, au sein des exploitations professionnelles (Barthélémy et Dussol, 2002) a même conduit à un renforcement du poids relatif des unités non professionnelles dans l'effectif total d'exploitations individuelles : de 40,9% en 1988 à 49,1% en 2000 dans les Pays de la Loire (de 46,5% à 48,9% en France).



**Tableau 4. Le statut juridique des exploitations non professionnelles (2000)**

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de Loire	France
<b>Nombre d'exploitations non professionnelles</b>	<b>4 607</b>	<b>4 226</b>	<b>4 688</b>	<b>3 501</b>	<b>3 636</b>	<b>20 658</b>	<b>270 531</b>
Exploitant individuel	4 494	4 049	4 592	3 431	3 527	20 093	262 783
GAEC	1	5	1	0	3	10	146
EARL	28	46	14	14	33	135	1 551
Autres sociétés civiles et autres statuts	84	126	81	56	73	420	6 051
<b>Répartition des exploitat. non professionnelles</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Exploitant individuel	97,5%	95,8%	98,0%	98,0%	97,0%	97,3%	97,1%
GAEC	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,1%
EARL	0,6%	1,1%	0,3%	0,4%	0,9%	0,7%	0,6%
Autres sociétés civiles et autres statuts	1,8%	3,0%	1,7%	1,6%	2,0%	2,0%	2,2%
<b>Poids des exploitations non professionnelles</b>	<b>41,7%</b>	<b>33,7%</b>	<b>40,7%</b>	<b>43,8%</b>	<b>35,1%</b>	<b>38,6%</b>	<b>40,8%</b>
Exploitant individuel	53,0%	45,8%	49,0%	51,3%	46,9%	49,1%	48,9%
GAEC	0,1%	0,4%	0,1%	0,0%	0,2%	0,2%	0,4%
EARL	2,4%	2,6%	1,2%	2,0%	3,0%	2,3%	2,8%
Autres sociétés civiles et autres statuts	18,8%	15,2%	34,2%	27,1%	26,6%	21,1%	21,0%

Source : Recensement agricole 2000

La définition des exploitations non professionnelles s'appuyant, en partie, sur une quantité de main-d'œuvre (0,75 UTA), elle exclue de fait certaines formes sociétaires (la réglementation implique en effet la présence minimale de deux associés dans un GAEC). La présence de dix GAEC non professionnels dans la région correspond vraisemblablement à des exploitations vivant une phase de transition (succession). La forte prédominance des exploitants individuels au sein des unités non professionnelles est une caractéristique commune à l'ensemble des départements ligériens. En Loire-Atlantique et dans la Sarthe, plus de la moitié des exploitations individuelles sont non professionnelles.

### 3-2- Une population familiale avec 40% de chefs d'exploitation et un important travail féminin

Les exploitations agricoles ligériennes non professionnelles regroupent une population familiale totale<sup>2</sup> de 51 900 personnes (soit 28,6% du total régional), dont 40% sont des chefs d'exploitation ou des coexploitants, 30% des conjoints non coexploitants et 30% d'autres membres (Tableau 5). La part relative de ces trois catégories de personnes est assez semblable entre les cinq départements et la moyenne nationale.

<sup>2</sup> La population familiale totale correspond à l'ensemble des personnes vivant dans l'exploitation, sans distinguer si ces personnes sont réellement actives ou non dans l'exploitation agricole.

**Tableau 5. Population familiale (en nombre de personnes) dans les exploitations non professionnelles (en 2000)**

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de Loire	France
<b>Population familiale totale</b>	<b>11 755</b>	<b>11 105</b>	<b>11 449</b>	<b>8 444</b>	<b>9 148</b>	<b>51 901</b>	<b>670 493</b>
Chefs d'exploitation et coexploitants	4 635	4 280	4 710	3 537	3 677	20 839	273 616
- dont femmes	1 017	1 106	1 453	950	592	5 118	78 066
Conjoints non coexploitants	3 498	3 251	3 562	2 649	2 757	15 717	190 335
- dont femmes	603	484	582	494	463	2 626	42 748
Autres membres	3 622	3 574	3 177	2 258	2 714	15 345	206 542
<b>Poids des unités non professionnelles (en % de l'ensemble)</b>							
<b>Population familiale totale</b>	<b>31,5%</b>	<b>24,9%</b>	<b>31,4%</b>	<b>35,4%</b>	<b>23,2%</b>	<b>28,6%</b>	<b>32,2%</b>
Chefs d'exploitation et coexploitants	34,7%	27,9%	34,4%	38,7%	27,6%	32,1%	35,8%
- dont femmes	37,8%	36,5%	38,9%	42,0%	28,4%	37,1%	41,9%
Conjoints non coexploitants	40,8%	31,9%	40,3%	43,5%	31,4%	37,0%	38,7%
- dont femmes	18,3%	12,0%	16,1%	20,3%	12,8%	15,4%	20,1%
Autres membres	23,5%	18,7%	22,7%	26,1%	15,7%	20,6%	25,0%

Source : Recensement agricole 2000

En considérant les unités de travail agricole (UTA<sup>3</sup>) et non pas les personnes physiques (population agricole), la contribution des exploitations non professionnelles est nettement plus modeste (Tableau 6), tant au niveau régional (8,9% des UTA totales et 4,1% des UTA salariées) que national (12,3% des UTA totales et 4,3% des UTA salariées).

**Tableau 6. Main-d'œuvre (UTA) dans les exploitations non professionnelles (en 2000)**

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de Loire	France
<b>Main-d'œuvre totale</b>	<b>1 536</b>	<b>1 634</b>	<b>1 701</b>	<b>1 311</b>	<b>1 341</b>	<b>7 524</b>	<b>117 581</b>
<u>UTA familiales</u>	<u>1 379</u>	<u>1 370</u>	<u>1 536</u>	<u>1 180</u>	<u>1 100</u>	<u>6 564</u>	<u>107 224</u>
Chefs d'exploitation et coexploitants	1 132	1 122	1 245	929	910	5 338	84 014
- dont femmes	287	328	427	262	181	1 486	24 696
Conjoints non coexploitants	203	207	261	214	141	1 027	17 221
- dont femmes	116	112	129	122	101	581	9 845
Autres actifs familiaux	45	40	29	37	48	200	5 989
<u>UTA salariées</u>	<u>158</u>	<u>265</u>	<u>165</u>	<u>132</u>	<u>241</u>	<u>959</u>	<u>10 357</u>
Salariés permanents	78	204	131	97	155	665	5 393
Salariés saisonniers	65	47	21	25	67	224	3 855
ETA, CUMA	15	14	13	10	19	70	1 109
<b>Poids des unités non professionnelles (en % de l'ensemble)</b>							
<b>Main-d'œuvre totale</b>	<b>9,1%</b>	<b>6,4%</b>	<b>11,7%</b>	<b>11,5%</b>	<b>8,5%</b>	<b>8,9%</b>	<b>12,3%</b>
<u>UTA familiales</u>	<u>11,6%</u>	<u>9,3%</u>	<u>11,6%</u>	<u>13,9%</u>	<u>8,6%</u>	<u>10,7%</u>	<u>14,9%</u>
Chefs d'exploitation et coexploitants	12,0%	9,7%	12,6%	14,8%	9,0%	11,3%	15,7%
- dont femmes	17,0%	17,0%	16,9%	18,1%	13,0%	16,5%	21,8%
Conjoints non coexploitants	10,1%	8,2%	8,6%	11,1%	7,4%	9,0%	13,6%
- dont femmes	6,4%	5,0%	5,1%	7,5%	5,6%	5,8%	9,2%
Autres actifs familiaux	8,6%	6,0%	9,2%	13,9%	6,0%	7,8%	10,9%
<u>UTA salariées</u>	<u>3,2%</u>	<u>2,4%</u>	<u>13,1%</u>	<u>4,6%</u>	<u>7,9%</u>	<u>4,1%</u>	<u>4,3%</u>
Salariés permanents	2,6%	2,9%	15,7%	5,4%	8,5%	4,6%	3,9%
Salariés saisonniers	3,6%	1,2%	7,2%	2,5%	6,5%	2,8%	4,1%
ETA, CUMA	10,1%	9,7%	9,5%	9,8%	10,2%	9,8%	13,9%

Source : Recensement agricole 2000

<sup>3</sup> UTA (unité de travail agricole) : quantité de travail effectuée par une personne employée à temps plein pendant une année, soit l'équivalent de 1880 heures.

La répartition de la main-d'œuvre selon le statut de la personne et son sexe souligne le rôle important joué par les femmes dans les unités non professionnelles (Rattin, 2002). Dans les Pays de la Loire, 37,1% des femmes bénéficiant du statut de chef d'exploitation sont installées dans des unités non professionnelles (42% à l'échelle nationale). Dans ces unités, 28% des chefs d'exploitation (en UTA) sont des femmes (29% à l'échelle nationale). Cette proportion atteint 34% en Mayenne et seulement 20% en Vendée.

### 3-3- Des chefs d'exploitation souvent inactifs et âgés

La répartition des actifs familiaux<sup>4</sup> des unités non professionnelles selon leur profession principale indique que, dans les Pays de la Loire, seulement 14,5% de cette population exerce, en profession principale, le métier d'exploitant agricole, cette proportion étant légèrement plus élevée (18,3%) au niveau national (Tableau 7). A titre de comparaison, 78% de la population agricole régionale des unités professionnelles exerce le métier d'exploitant agricole. Cela rappelle le rôle déterminant de la pluriactivité dans les unités non professionnelles, et ce d'autant plus qu'une forte proportion de ceux qui ont pour activité principale le métier d'exploitant agricole exerce parallèlement une autre activité.

**Tableau 7.** Profession principale des actifs familiaux dans les exploitations non professionnelles (en 2000)

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de Loire	France
Exploitants agricoles	779	858	795	709	704	3 845	<b>67 765</b>
Aides familiaux	78	10	16	29	19	152	<b>5 324</b>
Ouvriers agricoles	149	323	77	116	106	771	<b>8 695</b>
Autres salariés agricoles	46	110	76	46	32	310	<b>4 131</b>
ETA, forestier, patron-pêcheur	39	50	35	24	28	176	<b>2 421</b>
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	250	269	302	195	182	1 198	<b>16 612</b>
Autres professions	1 531	1 363	1 557	1 274	1 044	6 769	<b>98 320</b>
<b>Total Actifs</b>	<b>2 872</b>	<b>2 983</b>	<b>2 858</b>	<b>2 393</b>	<b>2 115</b>	<b>13 221</b>	<b>203 268</b>
Retraités agricoles	1 656	1 433	2 427	1 257	1 509	8 282	<b>90 790</b>
Autres inactifs	1 329	971	765	942	984	4 991	<b>75 868</b>
<b>Total Inactifs</b>	<b>2 985</b>	<b>2 404</b>	<b>3 192</b>	<b>2 199</b>	<b>2 493</b>	<b>13 273</b>	<b>166 658</b>
<b>Ensemble</b>	<b>5 857</b>	<b>5 387</b>	<b>6 050</b>	<b>4 592</b>	<b>4 608</b>	<b>26 494</b>	<b>369 926</b>
<b>Répartition (en %)</b>							
Exploitants agricoles	13,3%	15,9%	13,1%	15,4%	15,3%	14,5%	<b>18,3%</b>
Aides familiaux	1,3%	0,2%	0,3%	0,6%	0,4%	0,6%	<b>1,4%</b>
Ouvriers agricoles	2,5%	6,0%	1,3%	2,5%	2,3%	2,9%	<b>2,4%</b>
Autres salariés agricoles	0,8%	2,0%	1,3%	1,0%	0,7%	1,2%	<b>1,1%</b>
ETA, forestier, patron-pêcheur	0,7%	0,9%	0,6%	0,5%	0,6%	0,7%	<b>0,7%</b>
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	4,3%	5,0%	5,0%	4,2%	3,9%	4,5%	<b>4,5%</b>
Autres professions	26,1%	25,3%	25,7%	27,7%	22,7%	25,5%	<b>26,6%</b>
<b>Total Actifs</b>	<b>49,0%</b>	<b>55,4%</b>	<b>47,2%</b>	<b>52,1%</b>	<b>45,9%</b>	<b>49,9%</b>	<b>54,9%</b>
Retraités agricoles	28,3%	26,6%	40,1%	27,4%	32,7%	31,3%	<b>24,5%</b>
Autres inactifs	22,7%	18,0%	12,6%	20,5%	21,4%	18,8%	<b>20,5%</b>
<b>Total Inactifs</b>	<b>51,0%</b>	<b>44,6%</b>	<b>52,8%</b>	<b>47,9%</b>	<b>54,1%</b>	<b>50,1%</b>	<b>45,1%</b>
<b>Ensemble</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Source : Recensement agricole 2000

<sup>4</sup> Les actifs familiaux regroupent l'ensemble des personnes travaillant dans l'exploitation. Ils diffèrent en cela de la population familiale totale qui correspond à l'ensemble des personnes vivant dans l'exploitation, que ces personnes y travaillent ou non. La population familiale compte donc un plus grand nombre de personnes que le groupe des actifs familiaux (Rattin, 2002).

Les inactifs (terme regroupant les retraités agricoles et les autres inactifs) représentent, quant à eux, la moitié des « actifs familiaux » des unités non professionnelles régionales, contre seulement 10% dans les unités professionnelles. Les exploitations non professionnelles ligériennes comptent ainsi une plus forte proportion d'inactifs que l'ensemble des unités françaises (45%). L'analyse départementale révèle que cette proportion oscille entre 45% dans le Maine-et-Loire et 54% en Vendée.

Une répartition des actifs familiaux selon leur profession principale est réalisée en tenant compte des trois types de statut (Tableau 8). Dans les Pays de la Loire, la catégorie des chefs d'exploitations compte proportionnellement plus d'actifs (52,8%) que celle des conjoints non coexploitants (37,4%). Les chefs d'exploitation exercent également plus fréquemment en profession principale le métier d'exploitant agricole : 16,5% des chefs d'exploitation, contre 7,2% des conjoints non coexploitants et 7,9% des autres actifs familiaux.

**Tableau 8.** Profession principale des actifs familiaux dans les exploitations non professionnelles (en 2000)  
- selon le statut, région des Pays de la Loire -

	<b>Chefs d'exploitation et coexploitants</b>	<b>Conjoints non coexploitants</b>	<b>Autres actifs familiaux</b>	<b>Total</b>
Exploitants agricoles	16,5%	7,2%	7,9%	<b>14,5%</b>
Aides familiaux	0,0%	2,2%	4,0%	<b>0,6%</b>
Ouvriers agricoles	3,0%	2,1%	5,1%	<b>2,9%</b>
Autres salariés agricoles	1,3%	0,6%	0,7%	<b>1,2%</b>
ETA, forestier, patron-pêcheur	0,8%	0,3%	0,2%	<b>0,7%</b>
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	5,1%	2,6%	1,1%	<b>4,5%</b>
Autres professions	26,1%	22,4%	29,5%	<b>25,5%</b>
<u>Total Actifs</u>	<u>52,8%</u>	<u>37,4%</u>	<u>48,6%</u>	<u>49,9%</u>
Retraités agricoles	29,7%	38,5%	29,4%	<b>31,3%</b>
Autres inactifs	17,5%	24,1%	21,9%	<b>18,8%</b>
<u>Total Inactifs</u>	<u>47,2%</u>	<u>62,6%</u>	<u>51,4%</u>	<u>50,1%</u>
<b>Ensemble</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Source : Recensement agricole 2000

L'analyse des caractéristiques de la population agricole implique également d'aborder la question de l'âge des chefs d'exploitation (Tableau 9). Au cours de la dernière décennie (principalement pendant la période 1990-1995), les départs massifs en retraite et en préretraite ont contribué au rajeunissement de la population des chefs d'exploitation et des coexploitants. Ce rajeunissement a surtout concerné les exploitations professionnelles.

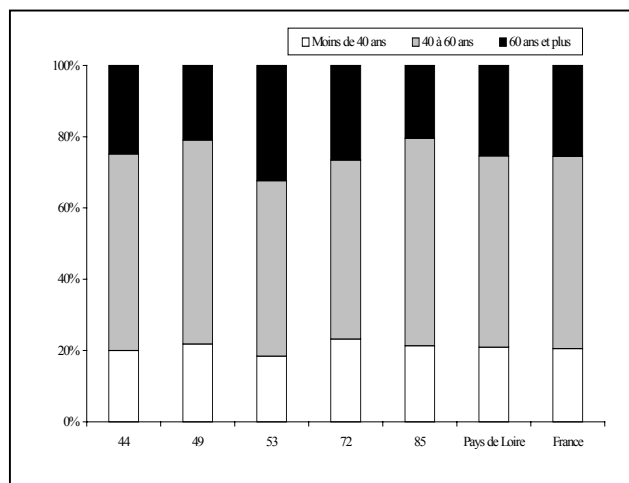
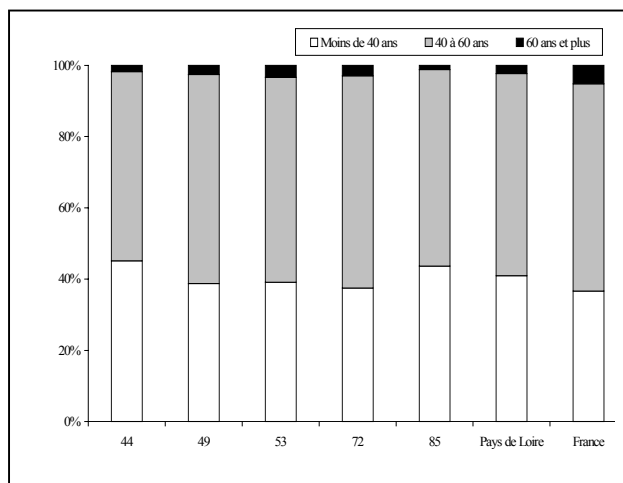
Ainsi, parmi les 20 840 chefs d'exploitation présents dans les unités non professionnelles ligériennes, 47,0% ont plus de 60 ans (43,7% en France), contre seulement 3,3% pour les unités professionnelles (7,5% en France). A l'autre extrémité, seuls 13,8% d'entre eux ont moins de 40 ans, contre 36,3% pour les unités professionnelles. La part relative des chefs d'exploitation âgés de plus de 60 ans a, au cours de la dernière décennie, augmenté dans les exploitations agricoles non professionnelles (44,2% en 1988 et 47,0% en 2000), alors qu'elle a été réduite par trois dans les unités professionnelles (9,3% en 1988 et 3,3% en 2000).

**Tableau 9.** Répartition des chefs d'exploitation dans les unités non professionnelles selon leur âge (1988-2000)

	Loire-Atlantique	Maine et Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de Loire	France
<b>1988</b>							
Moins de 40 ans	13,2%	15,7%	15,7%	13,7%	11,4%	13,9%	14,4%
40 à 49 ans	15,2%	14,4%	13,5%	14,3%	12,0%	13,9%	15,3%
50 à 59 ans	28,4%	29,8%	26,5%	27,0%	28,0%	28,0%	27,9%
60 ans et plus	43,2%	40,0%	44,2%	44,9%	48,7%	44,2%	42,4%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
<b>2000</b>							
Moins de 40 ans	12,8%	16,3%	13,9%	15,0%	10,9%	13,8%	14,1%
40 à 49 ans	18,4%	21,2%	18,8%	18,8%	15,9%	18,7%	20,0%
50 à 59 ans	21,9%	21,9%	17,1%	22,1%	19,8%	20,5%	22,2%
60 ans et plus	46,9%	40,6%	50,2%	44,1%	53,4%	47,0%	43,7%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Source : Recensement agricole 1988 et 2000

Dans les Pays de la Loire, comme au niveau national, les chefs d'exploitation âgés de 60 ans et plus détiennent un quart de la superficie agricole utile des unités non professionnelles. Cette proportion est de seulement 2,3% dans les unités professionnelles (Graphique 1). A l'inverse, les moins de 40 ans ne détiennent qu'un cinquième des surfaces dans les unités non professionnelles et 41% dans les unités professionnelles.

**Graphique 1.** Répartition de la SAU des exploitations agricoles selon l'âge du chef d'exploitation*Exploitations non professionnelles**Exploitations professionnelles*

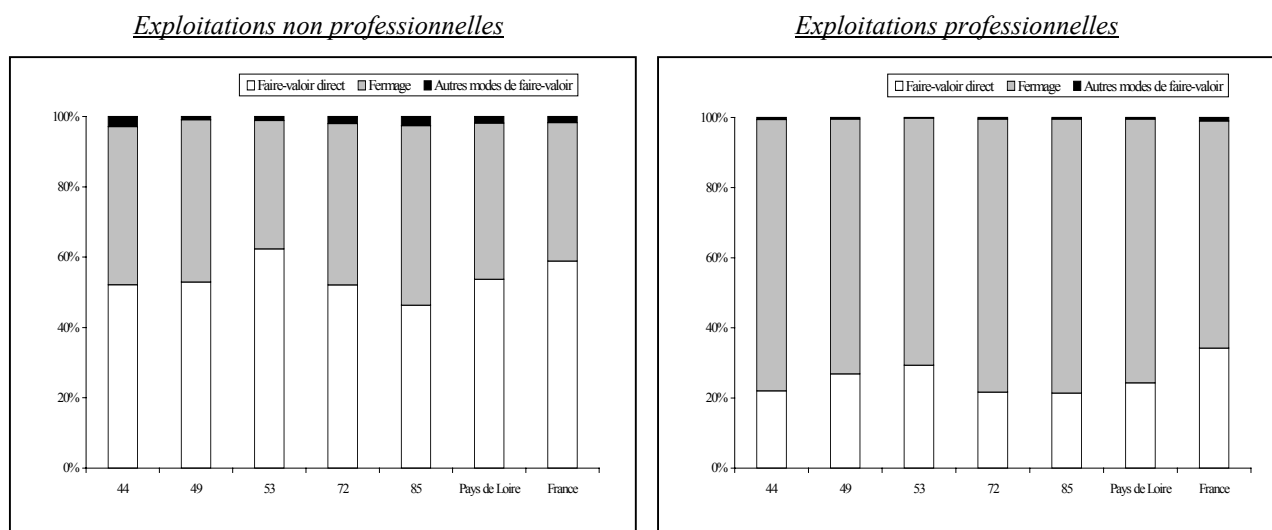
Source : Recensement agricole 2000

La question de l'âge du chef d'exploitation soulève le problème de la transmission des exploitations. Ce problème ne se pose évidemment pas dans les mêmes termes dans les unités non professionnelles et dans les autres. En effet, bon nombre de chefs d'exploitation des unités non professionnelles ont exercé, avant de conserver une activité agricole marginale lors de leur retraite, le métier d'agriculteur dans des unités professionnelles. Pour ces agriculteurs devenus inactifs, la question de la succession n'a plus de véritable sens. Les moyens de production dont ils disposent seront, dans la très grande majorité des cas, réintégrés ultérieurement (lors du décès ou parfois même avant) au capital de l'exploitation professionnelle dont ils étaient préalablement propriétaires. Parmi les chefs d'exploitation de moins de 40 ans installés dans des unités non professionnelles (595 actifs dans la région), plusieurs catégories peuvent être

distinguées : ceux qui, tout en exerçant une profession non agricole (mais souvent rurale : ouvriers agricoles et artisans), ont souhaité conserver une partie des moyens de production historiquement détenus par leurs parents (anciens agriculteurs désormais à la retraite), soit par intérêt (c'est notamment le cas dans les zones périurbaines où le foncier prend de la valeur), soit par passion ; ceux qui, tout en étant en phase d'installation, ont débuté une activité agricole modeste dans l'espoir de la voir se développer prochainement (par exemple, par la création d'une société avec une exploitation professionnelle géographiquement voisine) ; ceux qui, disposant de temps libre, voient dans l'activité agricole une source d'épanouissement personnel et, le cas échéant, un revenu complémentaire.

Du fait du statut des personnes et/ou de leur âge (anciens agriculteurs, héritiers, etc.), l'agriculture non professionnelle se caractérise par un mode de faire-valoir laissant une large place à la propriété (54% des surfaces en faire-valoir direct contre seulement 24% pour les unités professionnelles dans les Pays de la Loire). Les agriculteurs français sont, en moyenne, davantage propriétaires de leurs terres que ceux des Pays de la Loire (Graphique 2).

**Graphique 2.** Mode de faire-valoir dans les exploitations agricoles (en 2000)

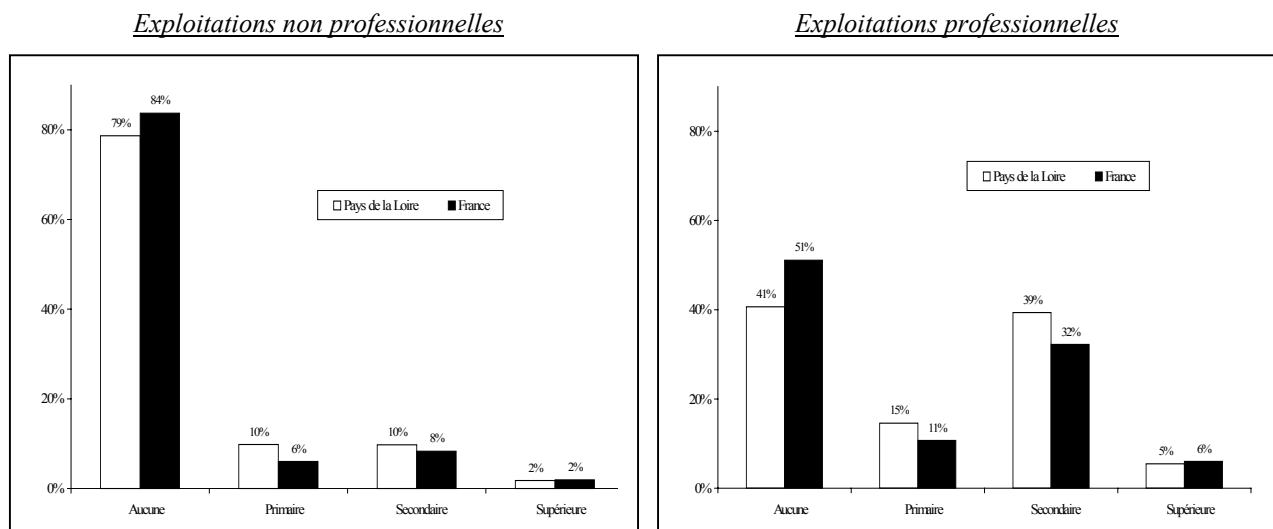


Source : Recensement agricole 2000

### 3-4- Une population agricole peu formée

Les exigences renforcées en matière de formation (octroi de soutiens publics à l'installation en contrepartie d'un niveau minimal de formation) ont plus fortement influencé les agriculteurs des exploitations professionnelles que ceux des unités non professionnelles. Ainsi, les agriculteurs non professionnels, souvent âgés et/ou travaillant dans d'autres secteurs d'activité, ont rarement une formation agricole spécifique. Dans les Pays de la Loire, en 2000, 79% de ces actifs n'ont aucune formation agricole initiale et 97% n'ont suivi aucun enseignement agricole en formation continue (Tableau 10).

La population agricole des exploitations non professionnelles est, en terme relatif, légèrement mieux formée en Pays de la Loire qu'en France, où 84% des actifs familiaux n'ont aucune formation agricole initiale (Graphique 3). En comparaison, dans les exploitations professionnelles de la région, plus d'un actif sur deux a une formation agricole initiale et plus d'un actif sur cinq a suivi un cycle en formation continue.

**Graphique 3. Formation agricole initiale des actifs familiaux en France et dans les Pays de la Loire (en 2000)**

Source : Recensement agricole 2000

Le niveau de formation observé dans les exploitations non professionnelles est faible dans les cinq départements des Pays de la Loire. Moins de 2,5% des actifs familiaux ont une formation supérieure générale ou agricole.

**Tableau 10. Formation agricole des actifs familiaux dans les exploitations non professionnelles (en 2000)**

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de Loire	France
<b>Formation agricole initiale</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Aucune	79,4%	78,0%	82,8%	75,3%	76,4%	78,7%	<b>83,7%</b>
Primaire	9,4%	8,4%	8,0%	13,5%	10,7%	9,8%	<b>6,0%</b>
Secondaire	9,4%	11,5%	7,9%	9,3%	11,1%	9,8%	<b>8,3%</b>
Supérieure	1,7%	2,2%	1,3%	1,9%	1,8%	1,7%	<b>1,9%</b>
<b>Formation agricole continue</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Aucune	97,7%	97,1%	98,1%	96,8%	96,5%	97,3%	<b>96,9%</b>
Stage moins de 200h	1,0%	1,2%	0,6%	1,9%	2,0%	1,3%	<b>1,5%</b>
Stage 200h, 320h	0,3%	0,7%	0,3%	0,3%	0,5%	0,4%	<b>0,6%</b>
BPA, BTA adulte	0,4%	0,4%	0,5%	0,6%	0,5%	0,5%	<b>0,7%</b>
BTSA, autres	0,4%	0,6%	0,4%	0,3%	0,5%	0,5%	<b>0,3%</b>

Source : Recensement agricole 2000

Au terme de cette troisième section, force est de constater que le type de main-d'œuvre présent dans les exploitations non professionnelles se distingue assez nettement de celui des unités professionnelles. De statut très majoritairement individuel, ces exploitations se singularisent également par une forte pluriactivité, une proportion importante d'agriculteurs âgés et inactifs, ainsi qu'un faible niveau de formation.

#### 4- Les orientations de production dans les exploitations non professionnelles

Dans la région des Pays de la Loire, deux exploitations agricoles sur trois sont orientées vers des activités d'élevage, avec une majorité d'élevages à orientation herbivore. Qu'en est-il pour les exploitations non professionnelles ? A-t-on assisté à une réorientation des spécialisations dans ces unités au cours de la dernière décennie ? Cette quatrième section tente d'apporter des éléments de réponse à ces questions, en s'appuyant sur les neuf types d'exploitations préalablement définis.

##### 4-1- Plus des $\frac{3}{4}$ des exploitations du type « ovins-caprins » sont non professionnelles

Parmi les 20 660 exploitations agricoles non professionnelles ligériennes, 5 880 relèvent du type « ovins-caprins » (soit 28,5%), 3 870 du type « bovins-viande » (18,7%), 3 600 du type « polyculture-élevage » (17,4%). Les six autres types regroupent, quant à eux, 35,4% des exploitations non professionnelles (Tableau 11). A l'échelle nationale, près de la moitié des exploitations non professionnelles appartiennent également aux trois premiers types mentionnés. L'analyse selon les départements ligériens souligne le poids relatif élevé des unités du type « ovins-caprins » en Mayenne (36%) et dans le Maine-et-Loire (33%). En Loire-Atlantique et en Vendée, les unités viticoles non professionnelles sont également assez nombreuses. Par contre, les exploitations non professionnelles du type « bovins-lait » représentent moins de 2,5% des exploitations non professionnelles dans les cinq départements.

**Tableau 11.** Répartition des exploitations non professionnelles selon l'orientation de production (en 2000)

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de Loire	France
<b>Nombre d'exploitations non professionnelles</b>							
Ovins, caprins (OTEX 44)	1 211	1 413	1 703	967	589	5 883	<b>59 867</b>
Bovins-viande (OTEX 42)	854	431	1 600	785	203	3 873	<b>34 849</b>
Polyculture-Elevage (OTEX 60+71+81)	705	715	530	572	1 075	3 597	<b>38 725</b>
Viticulture (OTEX 37+38)	932	484	1	117	867	2 401	<b>42 946</b>
Grandes cultures (OTEX 13+14)	310	679	443	636	268	2 336	<b>49 107</b>
Autres OTEX (OTEX 82+90)	279	199	110	204	396	1 188	<b>17 442</b>
Granivores (OTEX 50+72)	144	119	122	90	171	646	<b>6 554</b>
Maraîchage, Arboriculture (28+29+39)	88	151	69	90	43	441	<b>16 065</b>
Bovins lait (OTEX 41+43)	84	35	110	40	24	293	<b>4 976</b>
<b>Total (toutes OTEX)</b>	<b>4 607</b>	<b>4 226</b>	<b>4 688</b>	<b>3 501</b>	<b>3 636</b>	<b>20 658</b>	<b>270 531</b>
<b>Répartition (en %)</b>							
Ovins, caprins (OTEX 44)	26,3%	33,4%	36,3%	27,6%	16,2%	28,5%	<b>22,1%</b>
Bovins-viande (OTEX 42)	18,5%	10,2%	34,1%	22,4%	5,6%	18,7%	<b>12,9%</b>
Polyculture-Elevage (OTEX 60+71+81)	15,3%	16,9%	11,3%	16,3%	29,6%	17,4%	<b>14,3%</b>
Viticulture (OTEX 37+38)	20,2%	11,5%	0,0%	3,3%	23,8%	11,6%	<b>15,9%</b>
Grandes cultures (OTEX 13+14)	6,7%	16,1%	9,4%	18,2%	7,4%	11,3%	<b>18,2%</b>
Autres OTEX (OTEX 82+90)	6,1%	4,7%	2,3%	5,8%	10,9%	5,8%	<b>6,4%</b>
Granivores (OTEX 50+72)	3,1%	2,8%	2,6%	2,6%	4,7%	3,1%	<b>2,4%</b>
Maraîchage, Arboriculture (28+29+39)	1,9%	3,6%	1,5%	2,6%	1,2%	2,1%	<b>5,9%</b>
Bovins lait (OTEX 41+43)	1,8%	0,8%	2,3%	1,1%	0,7%	1,4%	<b>1,8%</b>
<b>Total (toutes OTEX)</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Source : Recensement agricole 2000



Une analyse du poids des exploitations non professionnelles (en termes d'effectifs, d'emplois agricoles, de surface agricole utile et de marge brute standard) est conduite selon les différentes zones géographiques considérées et les neuf types d'exploitations définis (Tableau 12).

**Tableau 12.** Contribution des exploitations non professionnelles au secteur agricole (en 2000 – selon les OTEX)

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de Loire	France
<b>Effectif</b>							
Ovins, caprins (OTEX 44)	93%	88%	95%	94%	70%	90%	73%
Bovins-viande (OTEX 42)	54%	28%	73%	64%	12%	47%	45%
Polyculture-Elevage (OTEX 60+71+81)	53%	31%	36%	28%	46%	38%	39%
Viticulture (OTEX 37+38)	55%	37%	ns	91%	95%	60%	47%
Grandes cultures (OTEX 13+14)	60%	42%	66%	45%	25%	44%	37%
Autres OTEX (OTEX 82+90)	58%	48%	44%	36%	65%	51%	67%
Granivores (OTEX 50+72)	27%	14%	19%	29%	14%	18%	29%
Maraîchage, Arboriculture (28+29+39)	14%	17%	47%	33%	16%	20%	39%
Bovins lait (OTEX 41+43)	3%	2%	3%	4%	2%	3%	6%
<b>Total (toutes OTEX)</b>	<b>42%</b>	<b>34%</b>	<b>41%</b>	<b>44%</b>	<b>35%</b>	<b>39%</b>	<b>41%</b>
<b>Emploi (en UTA)</b>							
Ovins, caprins (OTEX 44)	72%	53%	73%	71%	33%	58%	40%
Bovins-viande (OTEX 42)	25%	10%	43%	33%	4%	19%	22%
Polyculture-Elevage (OTEX 60+71+81)	13%	6%	9%	7%	8%	8%	12%
Viticulture (OTEX 37+38)	10%	4%	ns	54%	59%	9%	9%
Grandes cultures (OTEX 13+14)	23%	13%	28%	13%	7%	13%	11%
Autres OTEX (OTEX 82+90)	18%	22%	23%	8%	37%	21%	30%
Granivores (OTEX 50+72)	11%	3%	6%	6%	5%	6%	10%
Maraîchage, Arboriculture (28+29+39)	1%	1%	6%	3%	3%	2%	7%
Bovins lait (OTEX 41+43)	1%	0%	1%	1%	0%	1%	2%
<b>Total (toutes OTEX)</b>	<b>9%</b>	<b>6%</b>	<b>12%</b>	<b>12%</b>	<b>9%</b>	<b>9%</b>	<b>12%</b>
<b>Surface agricole utile</b>							
Ovins, caprins (OTEX 44)	67%	48%	66%	68%	23%	50%	23%
Bovins-viande (OTEX 42)	17%	8%	27%	23%	3%	12%	12%
Polyculture-Elevage (OTEX 60+71+81)	6%	3%	4%	3%	2%	4%	5%
Viticulture (OTEX 37+38)	6%	3%	ns	49%	26%	5%	7%
Grandes cultures (OTEX 13+14)	31%	17%	29%	12%	9%	15%	10%
Autres OTEX (OTEX 82+90)	6%	4%	3%	2%	5%	4%	8%
Granivores (OTEX 50+72)	3%	2%	1%	4%	1%	2%	4%
Maraîchage, Arboriculture (28+29+39)	3%	2%	20%	5%	2%	4%	9%
Bovins lait (OTEX 41+43)	0%	0%	0%	1%	0%	0%	1%
<b>Total (toutes OTEX)</b>	<b>7%</b>	<b>7%</b>	<b>8%</b>	<b>8%</b>	<b>4%</b>	<b>7%</b>	<b>8%</b>
<b>Marge brute standard (MBS)</b>							
Ovins, caprins (OTEX 44)	45%	23%	42%	51%	6%	22%	13%
Bovins-viande (OTEX 42)	13%	6%	22%	19%	2%	9%	10%
Polyculture-Elevage (OTEX 60+71+81)	3%	2%	2%	2%	2%	2%	3%
Viticulture (OTEX 37+38)	5%	2%	ns	29%	24%	4%	6%
Grandes cultures (OTEX 13+14)	27%	13%	25%	11%	7%	12%	8%
Autres OTEX (OTEX 82+90)	4%	4%	2%	2%	6%	3%	7%
Granivores (OTEX 50+72)	4%	2%	2%	3%	3%	3%	3%
Maraîchage, Arboriculture (28+29+39)	1%	1%	12%	3%	3%	2%	4%
Bovins lait (OTEX 41+43)	0%	0%	0%	1%	0%	0%	1%
<b>Total (toutes OTEX)</b>	<b>4%</b>	<b>3%</b>	<b>4%</b>	<b>5%</b>	<b>3%</b>	<b>3%</b>	<b>6%</b>

Source : Recensement agricole 2000

Pour le type « ovins-caprins », le poids des exploitations non professionnelles est très important, tant à l'échelle régionale (90% des exploitations de ce type) qu'au niveau national (73%). Dans les Pays de la Loire, 58% des emplois, 50% de la superficie agricole utile et 22% de la marge brute totale de ce type d'exploitations relèvent d'unités non professionnelles.

Pour le type « bovins-viande », le poids des unités non professionnelles est de 47% au niveau régional (contre 45% à l'échelle nationale). Les unités non professionnelles regroupent, pour cette orientation, 19% des emplois, 12% de la superficie agricole utile et 9% de la marge brute standard. Le poids relatif des unités non professionnelles varie fortement d'un département à l'autre, allant de seulement 12% en Vendée à 73% en Mayenne.

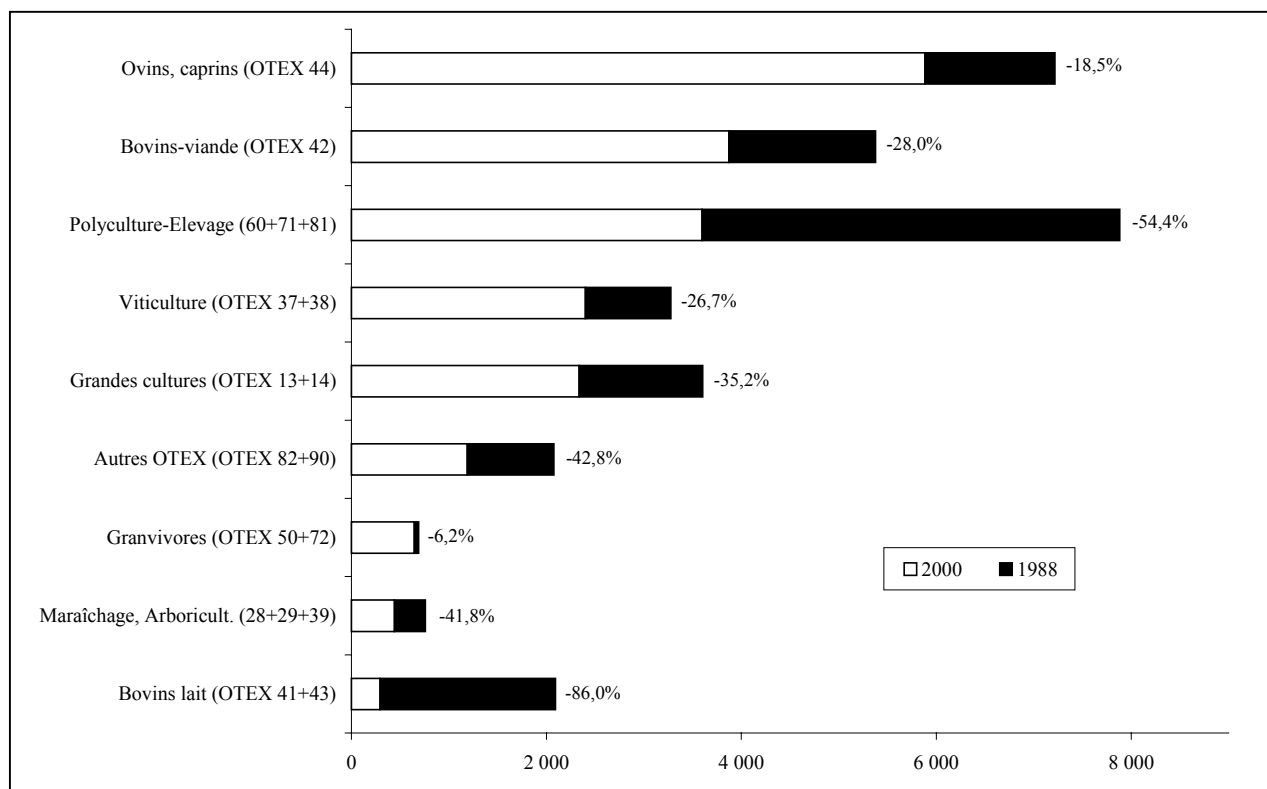
Pour le type « polyculture-élevage », les unités non professionnelles représentent, dans la région, 38% des effectifs (contre 39% au niveau national), mais seulement 8% des emplois, 4% des surfaces et 2% de la marge brute standard.

Concernant les autres types, les exploitations non professionnelles occupent une place importante en « grandes cultures » (44% des effectifs en Pays de la Loire) et en « viticulture » (60%). Elles jouent, en revanche, un rôle marginal dans les types « maraîchage, arboriculture » (20%), « granivores » (18%) et « bovins-lait » (3%).

#### 4-2- Un recul très rapide des exploitations laitières non professionnelles

La diminution relative du nombre d'exploitations agricoles non professionnelles (-37% en moyenne régionale entre 1988 et 2000) n'a pas été homogène selon les différentes orientations de production (Graphique 4).

**Graphique 4.** Evolution du nombre d'exploitations non professionnelles dans les Pays de la Loire selon les OTEX



Source : Recensement agricole 1988 et 2000

L'orientation « bovins lait » s'est concentrée et professionnalisée dans toutes les zones géographiques étudiées (Tableau 13). Ainsi, le nombre d'exploitations non professionnelles ligériennes de ce type a reculé de 86% entre 1988 et 2000. Ce recul s'explique par la conjonction de plusieurs facteurs : les politiques nationales menées depuis l'application des quotas laitiers en 1984 ont encouragé, *via* l'octroi de soutiens publics spécifiques, la cessation d'activité de nombreux petits livreurs de lait ; les mesures de plus en plus restrictives liées à la qualité bactériologique du lait et à la vente directe des produits laitiers (conditions sanitaires fixées pour la transformation et la commercialisation) ont impliqué une modernisation des infrastructures nécessitant, souvent, une taille minimale supérieure à celle fixée comme limite des unités non professionnelles ; par ailleurs, la réglementation environnementale, avec notamment le programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (mise aux normes des bâtiments d'élevage), n'est pas de nature à pérenniser des unités de très petite dimension économique dans le secteur laitier.

Les exploitations agricoles non professionnelles du type « polyculture-élevage », qui, dans les Pays de la Loire, regroupaient l'effectif le plus important des neuf groupes étudiés en 1988, ont également connu une baisse drastique (-54% entre 1988 et 2000 pour la région). Cette évolution doit notamment être mise en relation avec les mesures de la réforme de la PAC de 1992. En effet, la préretraite à 55 ans octroyée dans de bonnes conditions financières entre 1992 et 1998 a incité le départ de nombreux petits exploitants (Allaire et Daucé, 1996). Ensuite, l'instauration d'une jachère obligatoire en grandes cultures et l'octroi de paiements compensatoires versés à l'hectare ont entraîné une concurrence foncière accrue, laquelle s'est manifestée par un déplacement de surfaces des unités non professionnelles (qui ont abandonné cette activité) vers les unités professionnelles.

**Tableau 13.** Evolution du nombre d'exploitations non professionnelles selon les groupes d'OTEX (1988-2000)

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de Loire	France
Ovins, caprins (OTEX 44)	-16%	14%	-15%	-41%	-34%	-19%	<b>-30%</b>
Bovins-viande (OTEX 42)	-28%	-42%	-8%	-28%	-67%	-28%	<b>-32%</b>
Polyculture-Elevage (OTEX 60+71+81)	-66%	-52%	-35%	-59%	-49%	-54%	<b>-60%</b>
Viticulture (OTEX 37+38)	-21%	-41%	ns	8%	-26%	-27%	<b>-29%</b>
Grandes cultures (OTEX 13+14)	-42%	-43%	-8%	-33%	-40%	-35%	<b>-23%</b>
Autres OTEX (OTEX 82+90)	-48%	-35%	-28%	-22%	-52%	-43%	<b>-34%</b>
Granivores (OTEX 50+72)	32%	-14%	-8%	-11%	-18%	-6%	<b>-20%</b>
Maraîchage, Arboriculture (28+29+39)	-60%	-43%	41%	-31%	-54%	-42%	<b>-35%</b>
Bovins lait (OTEX 41+43)	-85%	-81%	-87%	-87%	-89%	-86%	<b>-84%</b>
<b>Total (toutes OTEX)</b>	<b>-41%</b>	<b>-34%</b>	<b>-24%</b>	<b>-42%</b>	<b>-45%</b>	<b>-37%</b>	<b>-40%</b>

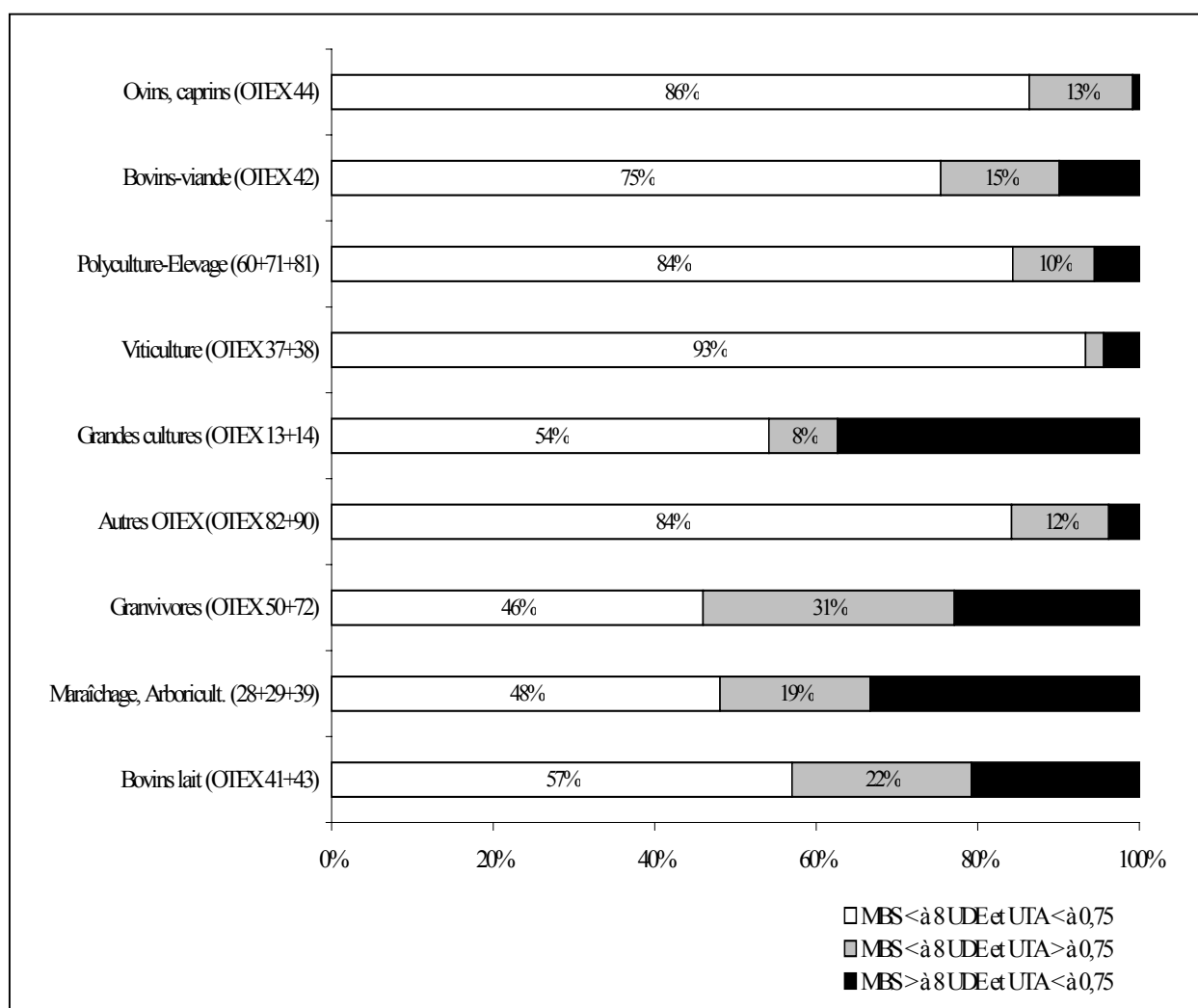
Source : Recensement agricole 2000

Pour les autres orientations de production, la baisse de l'effectif régional a été inférieure à 45%. Du fait des restructurations importantes intervenues au cours des années 1970-1990, le recul a été particulièrement faible dans le secteur des porcs et des volailles (-6% pour le type « granivores »). Le mouvement de « professionnalisation » des exploitations du type « ovins-caprins » a, quant à lui, été nul dans la mesure où les unités non professionnelles de ce type ont diminué de seulement 19%. Pour ce type, la proportion d'exploitations non professionnelles a même augmenté, passant de 87% en 1988 à 90% en 2000.

#### 4-3- Une diversité d'exploitations non professionnelles au sein de chaque groupe d'OIEX

Les exploitations agricoles non professionnelles des Pays de la Loire sont réparties selon trois catégories (voir point 1-3). La première, qui concerne 79% des exploitations agricoles ligériennes non professionnelles, regroupe des unités ayant une petite dimension économique (moins de 8 UDE) et peu de main-d'œuvre (moins de 0,75 UTA). La seconde, qui compte 12% de l'effectif, rassemble des exploitations de petite dimension économique (moins de 8 UDE) avec une main-d'œuvre qui dépasse le seuil de 0,75 UTA. La troisième, qui concerne 10% de l'effectif, est composée d'exploitations ayant moins de 0,75 UTA et plus de 8 UDE (voir l'annexe 3 pour une déclinaison plus précise en 14 classes).

**Graphique 5.** Répartition des exploitations non professionnelles des Pays de la Loire dans 3 catégories (2000)



La poids relatif de ces trois catégories varie selon les groupes d'orientations de production (Graphique 5). La première catégorie représente plus de 80% des unités non professionnelles des types « ovins-caprins », « polyculture-élevage » et « viticulture », mais moins de la moitié des unités des types « maraîchage-arboriculture » et « granivores ». La troisième catégorie concerne plus spécifiquement les types « grandes cultures » (38% des exploitations) et « maraîchage, arboriculture » (33%).

## 5- Les surfaces et les productions dans les exploitations non professionnelles

Les exploitations agricoles non professionnelles occupent, dans la région des Pays de la Loire, 6,6% de la superficie agricole utile (contre 8,2% en France), 3% des bovins (contre 4% en France) et 30% des ovins (contre 12% en France). L'objectif de cette cinquième et dernière section est d'analyser, pour les cinq départements ligériens, le poids des exploitations non professionnelles en termes d'occupation des sols (pour les différentes cultures) et de cheptel (pour les différentes catégories d'animaux). Cette section met également en évidence la dimension moyenne (en surfaces et en animaux) des exploitations non professionnelles et précise les diversifications adoptées.

### 5-1- Une surface limitée et des productions végétales nécessitant peu d'équipements matériels

Dans les Pays de la Loire, les exploitations agricoles non professionnelles détiennent 7,6% de la superficie agricole totale et 6,6% de la superficie agricole utile (Tableau 14). Les unités non professionnelles jouent ainsi un rôle proportionnellement important dans l'utilisation des surfaces non comptabilisées dans la superficie agricole utile : 24% des friches et landes non productives, 56% des taillis, bois, forêts et peupleraies, 14% des sols occupés par les bâtiments et les cours.

**Tableau 14.** Superficie agricole dans les exploitations non professionnelles des Pays de la Loire (en 2000)<sup>5</sup>

	Exploitations agricoles non professionnelles ayant...			Superficies dans les exploitations agricoles non professionnelles		
	Nombre	% du total exploitations non prof.	% du total exploitations en ayant	Superficie totale (hectares)	% du total exploitations agricoles	hectares / exploitation concernée
Superficie agricole utilisée	20 292	100,0%	38,6%	144 276	6,6%	7,1
Céréales	3 777	18,6%	12,8%	27 918	4,9%	7,4
Oléagineux	890	4,4%	9,1%	8 115	7,1%	9,1
Cultures industrielles	128	0,6%	4,6%	439	3,2%	3,4
Légumes secs et protéagineux	216	1,1%	5,9%	1 246	4,5%	5,8
Jachères	1 407	6,9%	8,5%	6 271	6,6%	4,5
Superficie fourragère principale	15 327	75,5%	35,5%	96 432	7,5%	6,3
- Superficie toujours en herbe	14 480	71,4%	37,0%	80 349	16,4%	5,5
- Prairies artificielles	180	0,9%	10,3%	389	3,4%	2,2
- Prairies temporaires	2 106	10,4%	8,8%	12 836	2,6%	6,1
- Maïs fourrage	815	4,0%	3,8%	2 452	0,9%	3,0
- Autres fourrages	768	3,8%	34,7%	406	10,1%	0,5
Pommes de terre	244	1,2%	28,4%	82	5,9%	0,3
Légumes frais plein air ou abri bas	326	1,6%	16,2%	163	1,8%	0,5
Légumes frais sous serre ou abri haut	65	0,3%	7,1%	4	0,7%	0,1
Fleurs, plantes ornementales	60	0,3%	7,8%	7	0,6%	0,1
Vignes	4 494	22,1%	50,2%	2 224	5,7%	0,5
Vergers 6 espèces	160	0,8%	21,3%	98	1,0%	0,6
Jardins et vergers familiaux	9 249	45,6%	39,1%	823	38,9%	0,1

Source : Recensement agricole 2000

<sup>5</sup> Mode de lecture du tableau, par exemple pour la variable « céréales ». Dans la région des Pays de la Loire, 3 777 exploitations non professionnelles ont des céréales. Ces exploitations représentent 18,6% du nombre total d'exploitations non professionnelles. Ces unités représentent, par ailleurs, 12,8% de l'ensemble des exploitations agricoles (professionnelles ou non) ayant des céréales. Elles regroupent 27 918 hectares de céréales, soit 4,9% des superficies totales. Ces exploitations ont une surface moyenne de céréales de 7,4 hectares.

La surface agricole utile moyenne d'une exploitation non professionnelle est, dans les Pays de la Loire, de 7,1 hectares (contre 62,8 hectares pour les seules unités professionnelles). A l'échelle départementale, les situations extrêmes s'échelonnent de 5,7 hectares en Vendée à 8,8 hectares dans la Sarthe (la moyenne nationale étant de 8,7 hectares). Les unités de plus de 50 hectares représentent cependant près de 2% des exploitations non professionnelles ligériennes (contre 73% pour les unités professionnelles). Certaines exploitations non professionnelles peuvent en effet disposer d'une superficie importante, dans la mesure où la quantité de main-d'œuvre disponible demeure inférieure à 0,75 UTA.

La contribution des exploitations non professionnelles aux surfaces totales dans la région<sup>6</sup> est proportionnellement plus forte pour les jardins et vergers familiaux (38,9%) et les superficies toujours en herbe (16,4%) que pour les céréales (4,9%), les cultures industrielles (3,2%), le maïs fourrage (0,9%) ou encore les légumes frais sous serre ou abri haut (0,7%). Sept exploitations agricoles non professionnelles sur dix détiennent une superficie toujours en herbe non nulle et deux sur dix possèdent des vignes. Cette proportion est, en revanche, très faible (moins de 1%) pour de nombreuses autres cultures : cultures industrielles, légumes frais, fleurs et plantes ornementales, vergers six espèces. Comparativement à l'ensemble national, les exploitations non professionnelles ligériennes sont moins impliquées dans le secteur des céréales, mais davantage dans les superficies toujours en herbe et les autres fourrages.

**Tableau 15.** Poids des exploitations non professionnelles dans l'occupation des surfaces agricoles (en 2000)

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de Loire	France
Superficie agricole utilisée	7,4%	6,8%	7,6%	7,8%	4,1%	6,6%	<b>8,2%</b>
Céréales	5,8%	5,8%	4,8%	5,4%	3,1%	4,9%	<b>7,1%</b>
Oléagineux	10,4%	8,0%	6,0%	5,2%	7,1%	7,1%	<b>7,4%</b>
Cultures industrielles	1,7%	4,9%	2,3%	0,9%	1,9%	3,2%	<b>3,7%</b>
Légumes secs et protéagineux	5,4%	2,3%	7,2%	3,0%	4,0%	4,5%	<b>5,1%</b>
Jachères (1)	7,8%	9,2%	5,6%	5,0%	5,4%	6,6%	<b>9,7%</b>
Superficie fourragère principale	7,9%	7,5%	8,7%	10,8%	3,9%	7,5%	<b>9,4%</b>
- Superficie toujours en herbe	21,2%	17,0%	19,8%	15,7%	9,0%	16,4%	<b>12,9%</b>
- Prairies artificielles	0,5%	4,1%	3,9%	2,6%	2,6%	3,4%	<b>6,6%</b>
- Prairies temporaires	2,6%	2,6%	3,3%	3,7%	1,5%	2,6%	<b>3,7%</b>
- Maïs fourrage	0,9%	0,7%	1,3%	1,0%	0,5%	0,9%	<b>1,2%</b>
- Autres fourrages	14,2%	6,9%	5,7%	17,4%	7,0%	10,1%	<b>7,3%</b>
Pommes de terre	12,7%	15,7%	4,2%	10,0%	2,5%	5,9%	<b>2,3%</b>
Légumes frais plein air ou abri bas	0,4%	3,7%	8,4%	1,8%	1,4%	1,8%	<b>2,6%</b>
Légumes frais sous serre ou abri haut	0,3%	1,5%	0,0%	0,0%	1,1%	0,7%	<b>1,0%</b>
Fleurs, plantes ornementales	0,7%	0,3%	4,5%	2,2%	0,7%	0,6%	<b>2,6%</b>
Vignes	5,5%	2,9%	50,0%	34,9%	34,4%	5,7%	<b>7,3%</b>
Vergers 6 espèces	1,8%	0,6%	3,5%	1,8%	1,0%	1,0%	<b>4,2%</b>
Jardins et vergers familiaux	47,7%	34,6%	31,7%	49,4%	36,8%	38,9%	<b>38,8%</b>

Source : Recensement agricole 2000

<sup>6</sup> D'après la typologie utilisée dans cette étude (voir section 1-3), 43% de la surface agricole utile des exploitations non professionnelles relèvent d'unités de petite dimension économique mobilisant peu d'UTA (première catégorie), 17% d'unités de petite dimension économique mobilisant davantage de main-d'œuvre (seconde catégorie) et 40% d'unités de grande dimension (troisième catégorie). Cette dernière catégorie regroupe une forte proportion des surfaces de céréales (75% du champ des unités non professionnelles), des cultures industrielles (87%), des légumes secs et des protéagineux (87%). Inversement, la première catégorie regroupe 57% des superficies toujours en herbe, 73% des vignes et 81% des jardins et vergers familiaux.

La contribution des exploitations non professionnelles à l'occupation des différentes cultures varie légèrement d'un département à l'autre (Tableau 15). Ainsi, par exemple, elles détiennent 21% des superficies toujours en herbe en Loire-Atlantique contre seulement 9% en Vendée. Des tendances communes peuvent cependant être notées : les unités non professionnelles regroupent, dans les cinq départements, moins de 6% des superficies de céréales, moins de 4% des prairies temporaires et moins de 2% des superficies de maïs fourrage.

Au cours de la dernière décennie, la « professionnalisation » de l'agriculture s'est manifestée par un recul du poids des unités non professionnelles dans l'occupation de la superficie agricole régionale (de 10,9% en 1988 à 6,6% en 2000) et nationale (de 12,0% à 8,2%). Dans les Pays de la Loire, ce recul a concerné tous les cultures, excepté les oléagineux (de 5,3% à 7,1%) et les jardins et vergers familiaux (de 34,5% à 38,9%). A l'échelle nationale, le recul est davantage le fait des superficies toujours en herbe (de 20,0% à 12,9%) que des superficies de céréales (de 7,9% à 7,1%) ou d'oléagineux (de 6,1% à 7,4%). Le maintien des grandes cultures a été favorisé par l'arrivée, avec la réforme de la PAC de 1992, de la jachère obligatoire (celle-ci ne s'appliquant, en effet, qu'aux exploitations ayant une production de céréales supérieure à 92 tonnes, estimée sur la base du rendement de référence)<sup>7</sup>.

Les unités non professionnelles sont donc davantage orientées vers une utilisation des sols nécessitant un recours limité aux équipements matériels (labour, semis, traitements phytosanitaires, etc.) et/ou aux technologies modernes (serres, irrigation, drainage, etc.). Ainsi, par exemple, les exploitations agricoles ligériennes non professionnelles détiennent, en moyenne, 0,7 tracteurs (contre 2,6 par exploitation professionnelle). De même, elles ont une capacité de stockage en céréales (silos) de seulement 4 quintaux, contre 211 quintaux dans les unités non professionnelles. Si pour les agriculteurs retraités, les mises en cultures peuvent souvent être réalisées grâce aux équipements encore présents dans leur ancienne exploitation professionnelle voisine (surtout si celle-ci a été transmise au sein de la famille), il n'en va pas de même pour les jeunes chefs d'exploitation. Pour eux, le recours à une entreprise de travaux agricoles serait un investissement coûteux, souvent incompatible avec les recettes dégagées.

#### 5-2- Des productions animales peu exigeantes en travail et en investissement

Les exploitations non professionnelles se spécialisent davantage dans les productions animales (Perrot, 2003) laissant une certaine marge de liberté dans le mode d'organisation du travail, impliquant peu d'investissements en bâtiments et offrant des possibilités de commercialisation en circuits courts (Tableau 16). Les exploitations non professionnelles détiennent ainsi, au niveau des Pays de la Loire, seulement 0,3% du cheptel régional de vaches laitières (du fait de la nécessité de réaliser quotidiennement la traite), 0,7% des truies (du fait de la nécessité d'acheter des aliments spécifiques, contrairement aux herbivores) et moins de 3% des poulets de chairs et des poules pondeuses. Ces proportions sont légèrement inférieures aux observations nationales.

---

<sup>7</sup> Compte tenu des données disponibles dans le recensement de l'agriculture, il n'a pas été possible de mesurer la part des surfaces céréalières des unités non professionnelles bénéficiant de droits à primes au titre de la PAC. Dans les très petites unités, il est cependant fort vraisemblable que de nombreux chefs d'exploitation n'ont pas souhaité entrer dans cette logique pour des raisons de simplicité administrative.

**Tableau 16.** Les cheptels présents dans les exploitations non professionnelles des Pays de la Loire (en 2000)<sup>8</sup>

	Exploitations agricoles non professionnelles ayant...			Cheptel dans les exploitations agricoles non professionnelles		
	Nombre	% du total exploitations non prof.	% du total exploitations en ayant	Effectif total (têtes)	% du total exploitations agricoles	Têtes / exploitation concernée
Vaches laitières	394	1,9%	2,5%	1 804	0,3%	4,6
Vaches nourrices	3 694	17,9%	20,7%	26 329	5,3%	7,1
Total vaches	4 017	19,4%	14,5%	28 133	2,7%	7,0
<b>Total bovins</b>	<b>5 952</b>	<b>28,8%</b>	<b>19,5%</b>	<b>82 565</b>	<b>3,0%</b>	<b>13,9</b>
Juments poulinières	3 371	16,3%	69,1%	8 485	61,1%	2,5
<b>Total équidés</b>	<b>4 721</b>	<b>22,9%</b>	<b>61,9%</b>	<b>24 140</b>	<b>56,7%</b>	<b>5,1</b>
Chèvres	1 007	4,9%	47,5%	3 265	4,4%	3,2
<b>Total caprins</b>	<b>1 094</b>	<b>5,3%</b>	<b>47,7%</b>	<b>4 290</b>	<b>3,8%</b>	<b>3,9</b>
Brebis nourrices	4 196	20,3%	69,7%	44 805	32,7%	10,7
Brebis laitières	5	0,0%	41,7%	61	13,9%	12,2
<b>Total ovins</b>	<b>4 293</b>	<b>20,8%</b>	<b>69,4%</b>	<b>59 786</b>	<b>30,3%</b>	<b>13,9</b>
Truies mères	56	0,3%	3,6%	872	0,7%	15,6
Porcs à l'engraissement	595	2,9%	14,0%	13 578	1,5%	22,8
<b>Total porcins</b>	<b>638</b>	<b>3,1%</b>	<b>14,2%</b>	<b>20 513</b>	<b>1,2%</b>	<b>32,2</b>
Poules pondeuses	8 427	40,8%	40,8%	143 505	2,5%	17,0
Poulets de chair et coqs	3 101	15,0%	32,6%	748 308	2,6%	241,3
Lapines mères	3 648	17,7%	44,6%	19 075	5,0%	0,2
Ruches en production	377	1,8%	58,2%	8 551	22,9%	22,7

Source : Recensement agricole 2000

Les exploitations non professionnelles jouent, en revanche, un rôle déterminant pour deux productions animales assez spécifiques : les équins et l'apiculture. En effet, près de 62% des exploitations agricoles des Pays de la Loire détenant des équins sont non professionnelles. Ces 4 720 unités regroupent 57% du cheptel régional d'équidés (une part non négligeable de l'activité équine relève cependant de structures hippiques ou de haras non intégrés dans le recensement agricole). Concernant l'apiculture, 58% des exploitations agricoles ligériennes détenant des ruches appartiennent au champ « non professionnel » (contre près de 69% en France). Les unités non professionnelles<sup>9</sup> contribuent également de façon non négligeable au secteur « ovin viande ». Ainsi, près de 70% des exploitations agricoles ligériennes comptant des brebis nourrices sont non professionnelles. Ces 4 200 exploitations ne détiennent cependant qu'un tiers du cheptel régional de brebis nourrices. De la même manière, si la contribution au nombre total d'exploitations semble assez importante, elle reste néanmoins faible, eu égard au cheptel, pour les lapines-mères, les poules pondeuses, les poulets de chair et les chèvres. Ces observations sont vérifiées globalement au niveau de chaque département (Tableau 17).

<sup>8</sup> Mode de lecture du tableau pour, par exemple la variable « vaches laitières ». Dans la région des Pays de la Loire, 394 exploitations non professionnelles ont au moins une vache laitière. Ces exploitations représentent 1,9% du nombre total d'exploitations non professionnelles. Ces unités représentent, par ailleurs, 2,5% de l'ensemble des exploitations agricoles (professionnelles ou non) ayant au moins une vache laitière. Elles regroupent 1 804 vaches laitières, soit 0,3% du cheptel total de vaches laitières. Les exploitations non professionnelles ayant des vaches laitières ont un cheptel moyen de 4,6 vaches laitières.

<sup>9</sup> La répartition du cheptel des exploitations non professionnelles selon les trois classes de la typologie indique que les unités de petite dimension mobilisant peu de main-d'œuvre (première catégorie) rassemblent la majorité des équins (55%), des caprins (61%), des ovins (72%) et des ruches (63%). Les unités de grande dimension (troisième catégorie) rassemblent, quant à elles, la majorité des vaches laitières (61%), des porcins (85%) et des volailles (75%).



**Tableau 17. Poids des exploitations non professionnelles dans les cheptels (2000)**

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de Loire	France
Vaches laitières	0,3%	0,3%	0,4%	0,4%	0,3%	0,3%	<b>0,7%</b>
Vaches nourrices	8,7%	3,7%	9,8%	9,3%	1,2%	5,3%	<b>7,1%</b>
Total vaches	3,4%	2,2%	3,2%	4,8%	0,9%	2,7%	<b>3,9%</b>
<b>Total bovins</b>	<b>3,4%</b>	<b>2,4%</b>	<b>3,9%</b>	<b>5,3%</b>	<b>1,0%</b>	<b>3,0%</b>	<b>4,1%</b>
Juments poulinières	69,5%	61,4%	58,3%	55,3%	57,9%	61,1%	<b>54,1%</b>
<b>Total équidés</b>	<b>62,6%</b>	<b>56,0%</b>	<b>54,6%</b>	<b>55,8%</b>	<b>53,6%</b>	<b>56,7%</b>	<b>53,9%</b>
Chèvres	23,9%	4,1%	10,9%	33,0%	1,0%	4,4%	<b>7,3%</b>
<b>Total caprins</b>	<b>22,5%</b>	<b>3,5%</b>	<b>10,2%</b>	<b>32,3%</b>	<b>0,9%</b>	<b>3,8%</b>	<b>6,7%</b>
Brebis nourrices	28,5%	29,6%	49,0%	44,4%	23,2%	32,7%	<b>15,4%</b>
Brebis laitières	0,0%	17,2%	100,0%	2,5%		13,9%	<b>1,3%</b>
<b>Total ovins</b>	<b>26,2%</b>	<b>25,5%</b>	<b>47,5%</b>	<b>43,3%</b>	<b>22,5%</b>	<b>30,3%</b>	<b>11,7%</b>
Truies mères	0,2%	0,6%	1,3%	0,7%	0,0%	0,7%	<b>0,6%</b>
Porcs à l'engraissement	1,6%	2,3%	1,5%	0,9%	1,2%	1,5%	<b>2,4%</b>
<b>Total porcins</b>	<b>1,3%</b>	<b>1,6%</b>	<b>1,4%</b>	<b>0,6%</b>	<b>0,7%</b>	<b>1,2%</b>	<b>1,7%</b>
Poules pondeuses	2,3%	2,9%	4,2%	2,9%	1,5%	2,5%	<b>3,5%</b>
Poulets de chair et coqs	4,4%	4,9%	1,8%	1,1%	2,6%	2,6%	<b>4,9%</b>
Lapines mères	12,6%	4,6%	14,5%	14,6%	2,3%	5,0%	<b>16,1%</b>
Ruches en production	26,2%	12,7%	39,3%	32,7%	23,5%	22,9%	<b>37,3%</b>

Source : Recensement agricole 2000

Entre 1988 et 2000, la contribution des exploitations ligériennes non professionnelles aux effectifs d'animaux a diminué pour toutes les catégories animales, à l'exception des juments poulinières (de 49,2% en 1988 à 61,1% en 2000) et des brebis nourrices (de 24,9% à 32,7%). La diminution a été assez importante pour les vaches allaitantes (de 8,0% à 5,3%), les chèvres (de 13,2% à 4,4%), les brebis laitières (de 31,0% à 13,9%) et les lapines-mères (de 21,3% à 5,0%). La région suit ainsi la tendance observée à l'échelle nationale.

### 5-3- Une assez faible diversification des activités

Les unités non professionnelles sont généralement assez peu diversifiées. En France et dans les Pays de la Loire, moins de 2% d'entre elles pratiquent l'agriculture biologique, la restauration, l'hébergement, les travaux agricoles à façon ou la vente et la transformation de bois (Tableau 18). Ces activités impliquent en effet une disponibilité en main-d'œuvre souvent incompatible avec les forces en présence ou un savoir-faire technique parfois exigeant pour une population comptant une forte proportion de retraités ou de personnes ayant une profession autre que celle d'agriculteur.

Environ 8% des unités non professionnelles ligériennes pratiquent la vente directe de produits agricoles transformés ou non (contre 14% pour les unités professionnelles) et 5% assurent des productions sous signes de qualité (contre 29%). Les exploitations non professionnelles des Pays de la Loire pratiquent ainsi moins la vente directe que ne le font les exploitations de ce type sur l'ensemble du territoire national (12%) et sont moins tournées vers des productions sous signes de qualité (15% en France), cette spécificité régionale étant également observée sur le champ des unités professionnelles. Inversement, elles transforment davantage leurs produits à la ferme (8% des exploitations non professionnelles dans les Pays de la Loire contre 5% en France). Par ailleurs, seules 44 exploitations non professionnelles avaient, à l'époque du recensement, signé un Contrat Territorial d'Exploitation (sur un total de 613 CTE pour les Pays de la Loire).

**Tableau 18.** *Activités diverses dans les exploitations agricoles (2000 – en % du total des exploitations)*

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de Loire	France
<b>Exploitations agricoles non professionnelles</b>							
Agriculture biologique (y c. conversion)	0,5%	0,6%	0,4%	0,3%	0,5%	0,5%	<b>0,6%</b>
Autres productions sous signe de qualité	11,3%	8,4%	2,2%	2,5%	2,0%	5,5%	<b>15,4%</b>
Transformation pour la vente de produits fermiers	20,9%	10,0%	0,4%	2,7%	4,0%	8,0%	<b>5,2%</b>
Vente directe de produits agricoles	13,1%	10,1%	2,6%	6,9%	7,5%	8,1%	<b>12,2%</b>
Restauration	0,2%	0,2%	0,1%	0,1%	0,2%	0,2%	<b>0,4%</b>
Hébergement	0,8%	0,4%	0,3%	0,7%	1,4%	0,7%	<b>1,6%</b>
Travaux agricoles à façon	0,2%	0,3%	0,2%	0,2%	0,4%	0,3%	<b>0,5%</b>
Transformation pour la vente de bois de l'exploit.	0,3%	0,3%	0,1%	0,5%	0,8%	0,4%	<b>0,7%</b>
CTE	0,0%	0,0%	0,7%	0,1%	0,2%	0,2%	<b>0,2%</b>
<b>Exploitations agricoles professionnelles</b>							
Agriculture biologique (y c. conversion)	3,2%	2,7%	1,6%	2,8%	2,2%	2,5%	<b>1,8%</b>
Autres productions sous signe de qualité	35,6%	32,2%	21,9%	40,4%	19,1%	29,1%	<b>35,8%</b>
Transformation pour la vente de produits fermiers	20,8%	15,4%	1,0%	3,0%	3,6%	9,3%	<b>12,1%</b>
Vente directe de produits agricoles	22,2%	19,6%	5,3%	8,4%	9,9%	13,6%	<b>17,5%</b>
Restauration	0,2%	0,2%	0,2%	0,3%	0,3%	0,2%	<b>0,5%</b>
Hébergement	0,9%	0,7%	0,8%	1,0%	2,9%	1,3%	<b>2,1%</b>
Travaux agricoles à façon	1,5%	0,9%	0,5%	2,3%	3,5%	1,6%	<b>3,2%</b>
Transformation pour la vente de bois de l'exploit.	0,7%	0,3%	0,3%	0,2%	0,9%	0,5%	<b>1,1%</b>
CTE	2,0%	0,9%	2,1%	1,2%	2,4%	1,7%	<b>1,5%</b>

Source : Recensement agricole 2000

Les exploitations non professionnelles des départements de Loire-Atlantique et du Maine-et-Loire sont un peu plus diversifiées, avec respectivement 13% et 10% des unités pratiquant la vente directe, 11% et 8% des unités produisant sous signes de qualité. De plus, 21% des unités non professionnelles transforment leurs produits pour les vendre à la ferme en Loire-Atlantique (contre moins de 1% dans la Sarthe).

## Conclusion

Les exploitations agricoles non professionnelles représentent, aujourd'hui, 38,6% de l'ensemble des exploitations agricoles des Pays de la Loire (40,8% en France), pour seulement 8,9% de la main-d'œuvre (exprimée en UTA), 6,6% de la superficie agricole utile et 3,4% de l'activité économique globale (mesurée par la MBS). Avec une baisse de ses effectifs de 37% depuis 1988 (-40% en France), les exploitations non professionnelles participent de manière décroissante à l'emploi, à l'occupation du territoire et à l'offre de produits agricoles. Cependant, réunissant plus du quart de la population familiale agricole totale, elles jouent encore un rôle non négligeable dans le maintien de services ruraux et dans l'aménagement de certaines zones. Les exploitations non professionnelles, très majoritairement individuelles, se singularisent par une faible dimension moyenne, par une forte proportion de pluriactifs, par une large part de propriétaires inactifs (principalement de retraités) et de femmes, ainsi que par un recours très limité au salariat. Elles sont rarement orientées vers des productions animales exigeantes en investissements ou astreignantes en travail (vaches laitières, brebis laitières, porcs, etc.) ainsi que vers des productions végétales nécessitant des équipements coûteux ou des technologies avancées (céréales, cultures industrielles, légumes, fleurs, plantes ornementales, etc.). Elles occupent, en revanche, une part non négligeable des surfaces consacrées aux jardins et vergers familiaux, aux bois et forêts, aux friches et landes non productives, ainsi qu'aux prairies permanentes. De même, elles regroupent une fraction importante des cheptels d'équins, d'ovins-viande, de lapines-mères ainsi que des ruches en production.

Les exploitations agricoles non professionnelles ont-elles un avenir ? La tentation est parfois grande de répondre négativement à cette interrogation. Pourtant, si la baisse de l'effectif paraît être inéluctable au cours des années à venir, et ce à un rythme probablement toujours supérieur à celui des seules unités professionnelles, il serait particulièrement risqué de spéculer sur l'intensité du recul. Parmi les unités non professionnelles, bon nombre d'entre elles échappent, en effet, à la logique du marché (Lacombe, 2002). Ainsi, le devenir de ces structures, dont certaines n'ont même pas la nécessité d'être économiquement rentables pour perdurer, ne doit pas être relié aux seules perspectives offertes par le contexte local (agrandissement futur), national (prix à la production et coût des consommations intermédiaires) ou européen (réforme de la PAC). Des agriculteurs retraités ou des actifs du monde rural pourront toujours, pour des raisons d'épanouissement personnel, souhaiter détenir quelques moyens de production en agriculture. Plusieurs facteurs pourraient cependant agir, de manière cumulée, dans le sens d'une diminution accélérée de ce type d'exploitations : a) l'évolution du comportement sociologique des agriculteurs : à l'âge de la retraite, ces derniers acceptent désormais mieux l'idée d'arrêter définitivement l'activité agricole et de résider ailleurs que sur le siège historique de leur exploitation (cette évolution pourrait d'ailleurs être confortée à l'avenir par l'amélioration du montant des retraites) ; b) le mode de transmission des exploitations agricoles non professionnelles : les moyens de production détenus dans ces structures sont, à la cessation d'activité, plus fréquemment transmis aux unités professionnelles environnantes (rares sont, en effet, les jeunes qui acceptent de s'installer en continuité de structures non professionnelles existantes) ; c) les nouvelles contraintes inhérentes à la production de biens agricoles : les exigences croissantes de la société à l'égard de l'agriculture (environnement, qualité sanitaire des produits, traçabilité des processus de production, etc.) et le renforcement des règles administratives (déclaration des surfaces pour la PAC, identification bovine, etc.) rendent plus difficile que par le passé l'exercice d'une activité agricole non professionnelle.

## Bibliographie

- ALLAIRE G., DAUCE P., 1996. La préretraite en agriculture 1992-1994, premier bilan et éléments d'impact structurel. *Economie Rurale*, n°232, pp 3-11.
- APCA, 2000. La pluriactivité en agriculture : aspects juridiques, fiscaux et sociaux. *Chambres d'agriculture*, n°888, pp 13-42.
- APCA, 2002. Recensement 2000 : une restructuration sans limite. *Chambres d'agriculture*, n°909, pp 11-38.
- BARTHELEMY D., DUSSOL A.M., 2002. Sociétés agricoles : entre modernité et tradition. *Agreste cahiers*, n°2, pp 31-37.
- BAZIN G., 1999. La politique de la montagne. Editions la Documentation française, 815 p.
- BLOGOWSKI A., BORZEIX V., BOSSARD P., PINGAULT N., RUAS J.F., 2002. Une vue d'ensemble sur l'évolution des exploitations agricoles françaises de 1990 à 1999. *Notes et Etudes Economiques*, n°11, pp 9-34.
- CHATELLIER V., BAZIN G., WAVRESKY P., 2004. Les exploitations non professionnelles en France. *Agreste Cahiers*, mars, 12 p.
- D.D.A.F. Loire-Atlantique, 2001. Recensement agricole 2000 – Premiers résultats. *Agreste Loire-Atlantique*, 4 p.
- D.D.A.F. Maine-et-Loire, 2001. Recensement agricole 2000 – Premiers résultats. *Agreste Maine-et-Loire*, 4 p.
- D.D.A.F. Manche, 2002. Les exploitations non professionnelles en 2000. *Agreste*, n°32, 8 p.
- D.D.A.F. Mayenne, 2001. Recensement agricole 2000 – Premiers résultats. *Agreste Mayenne*, 4 p.
- D.D.A.F. Sarthe, 2001. Recensement agricole 2000 – Premiers résultats. *Agreste Sarthe*, 4 p.
- D.D.A.F. Vendée, 2001. Recensement agricole 2000 – Premiers résultats. *Agreste Vendée*, 4 p.
- D.R.A.F. Pays de la Loire, 2001. Recensement agricole 2000 – Premiers résultats. *Agreste Pays de la Loire*, 4 p.
- INSTITUT DE L'ELEVAGE, 2002. L'élevage bovin, ovin et caprin (lait et viande) au recensement agricole de 2000 : cheptels, exploitations, productions, *Le Dossier Economie de l'élevage*, n°318, 68 p.
- LACOMBE P., 2002. Agriculture et Territoire : des scénarios pour l'avenir. Paris, Ed. de l'Aube-DATAR, 192 p.
- LAURENT C., REMY J., 2000. L'exploitation agricole en perspective. *Courrier de l'environnement de l'INRA*, n°41, pp 5-22.
- PERROT C., 2003. L'élevage bovin, ovin et caprin (lait et viande) : une analyse à partir du Recensement agricole. *Agreste cahiers*, n°1, 67 p.
- RATTIN S., 2001. Premiers résultats du recensement agricole 2000 – Des exploitations plus grandes, des exploitants plus jeunes. *Agreste Primeur*, n°93, 4 p.
- RATTIN S., 2001. Recensement agricole 2000 – Des régions très spécialisées. *Agreste Primeur*, n°97, 4 p.
- RATTIN S., 2002. L'agriculture au féminin se professionnalise. *Agreste cahiers*, n°2, pp 15-23.
- RATTIN S., 2002. Les ménages d'agriculteurs en 2000 : un sur trois est pluriactif. *Agreste cahiers*, n°2, pp 3-14.
- RATTIN S., CARLOTTI S., 2002. Un agriculteur sur trois est retraité ou exerce une profession principale non agricole. *Agreste cahiers*, n°1, pp 15-23.
- REMY J., 1990. Qui est agriculteur ? in les agriculteurs et la politique, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, pp 257-265.

## ANNEXES

### **Annexe 1 :**

**Place des Pays de la Loire dans l'agriculture non professionnelle en France**

### **Annexe 2 :**

**Données pour l'agriculture non professionnelle des départements ligériens, de la région des Pays de la Loire et de la France**

### **Annexe 3 :**

**Diversité des exploitations non professionnelles selon leur taille et le nombre d'emploi (14 cases typologiques) en France et dans les Pays de la Loire**

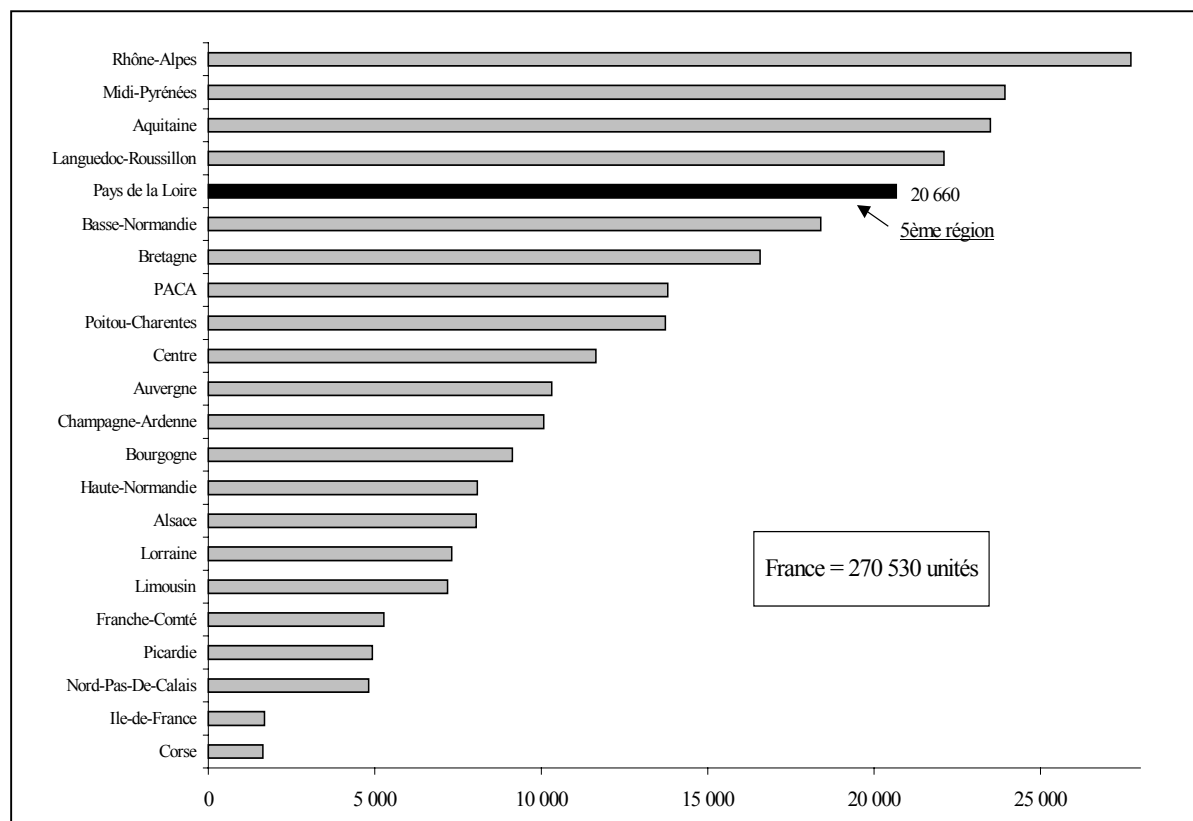
## ANNEXE 1

### Place des Pays de la Loire dans l'agriculture non professionnelle en France

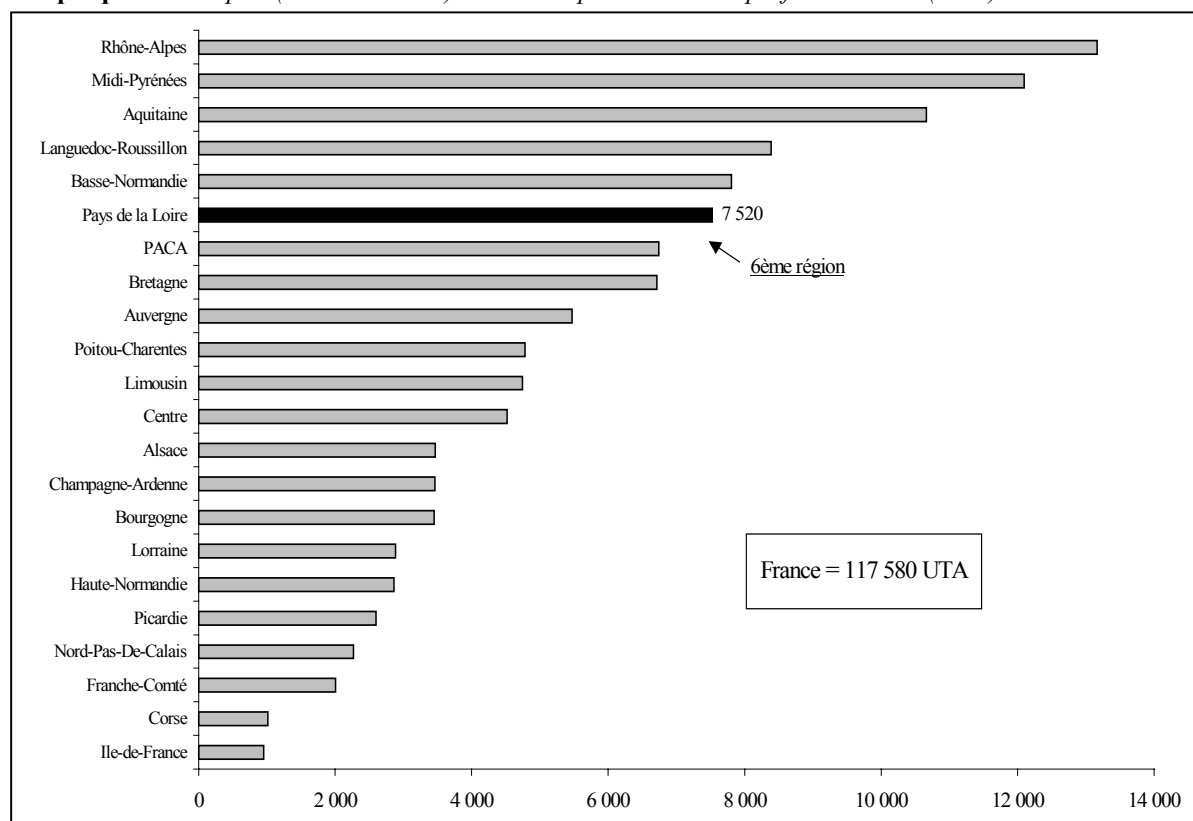
<b>1. Quelques données pour l'agriculture non professionnelle des régions françaises</b>	<b>29</b>
Nombre d'exploitations	29
Emploi (UTA)	29
Surface agricole utile	30
Dimension économique (MBS)	30
<b>2. Contribution des exploitations non professionnelles à l'agriculture régionale</b>	<b>31</b>
Effectif d'exploitations agricoles	31
Emploi agricole (UTA)	31
Surface agricole utile	32
Dimension économique (MBS)	32
<b>3. Répartition de l'agriculture non professionnelle dans 3 cases typologiques</b>	<b>33</b>
Effectif des exploitations non professionnelles	33
Emploi agricole (UTA)	33
Surface agricole utile	34
Dimension économique (MBS)	34

## 1. Quelques données pour l'agriculture non professionnelle des régions françaises

**Graphique 1-1.** Nombre d'exploitations non professionnelles (2000)

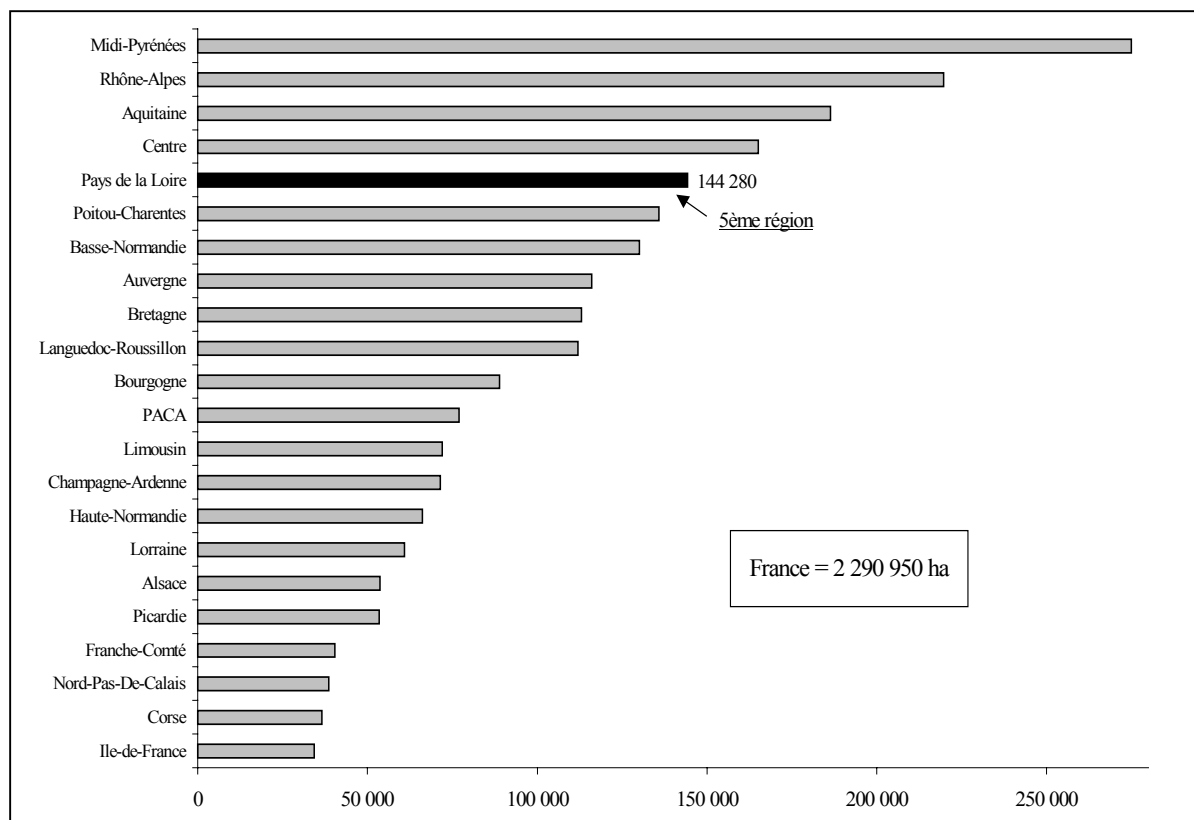


**Graphique 1-2.** Emploi (nombre d'UTA) dans les exploitations non professionnelles (2000)

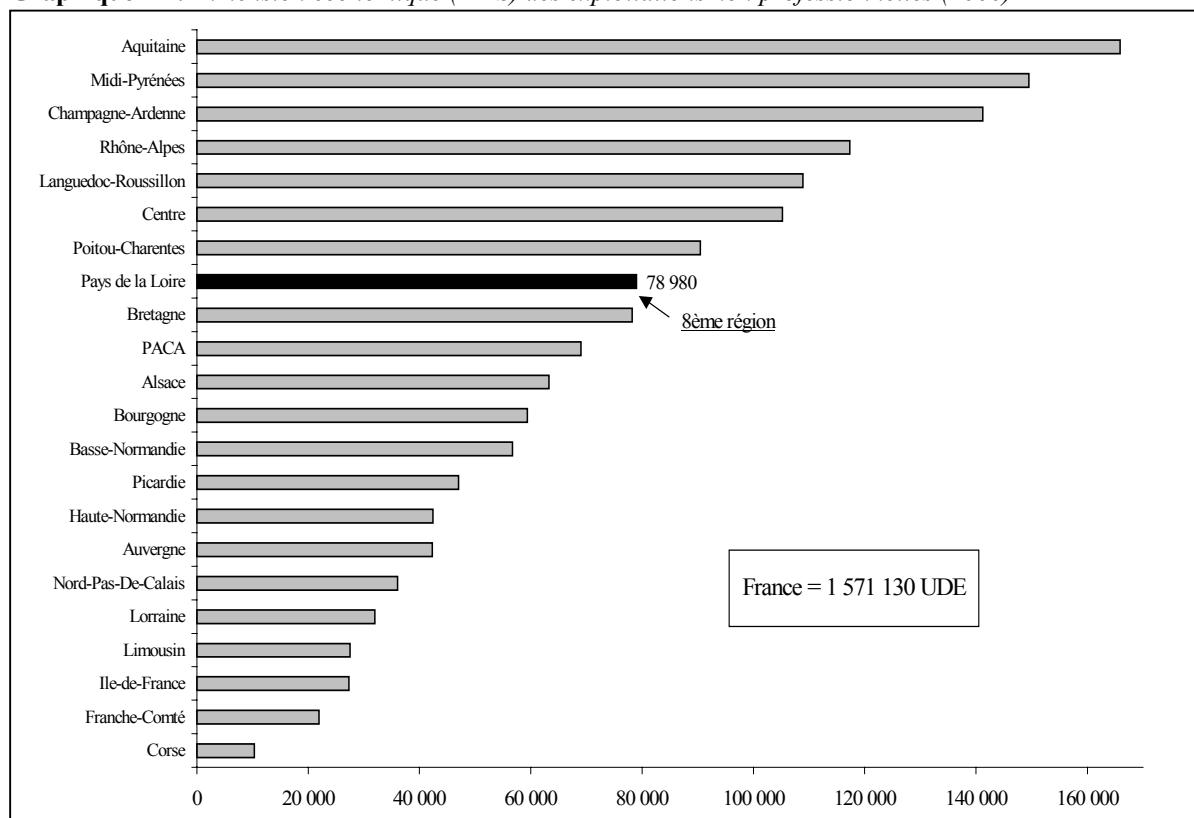


Source : Recensement agricole 2000

**Graphique 1-3.** Surface agricole utile des exploitations non professionnelles (en hectares - 2000)



**Graphique 1-4.** Dimension économique (MBS) des exploitations non professionnelles (2000)

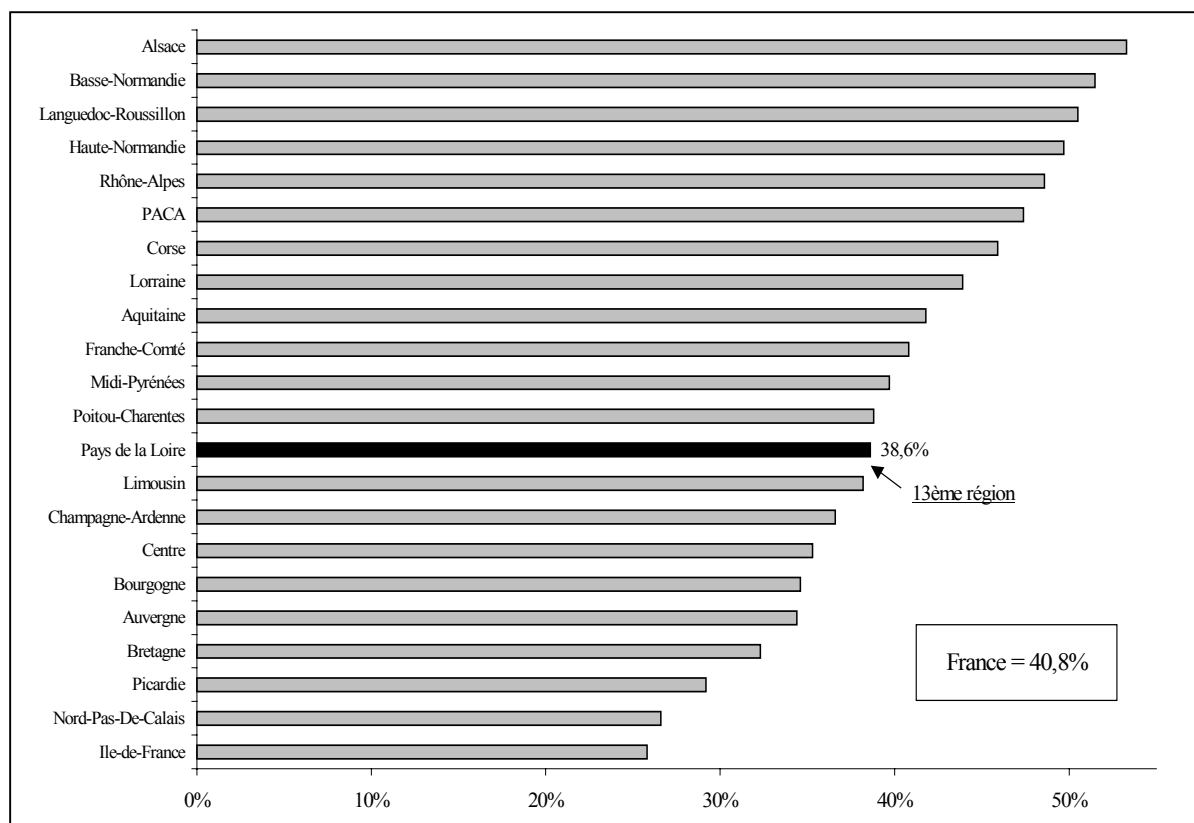


Source : Recensement agricole 2000

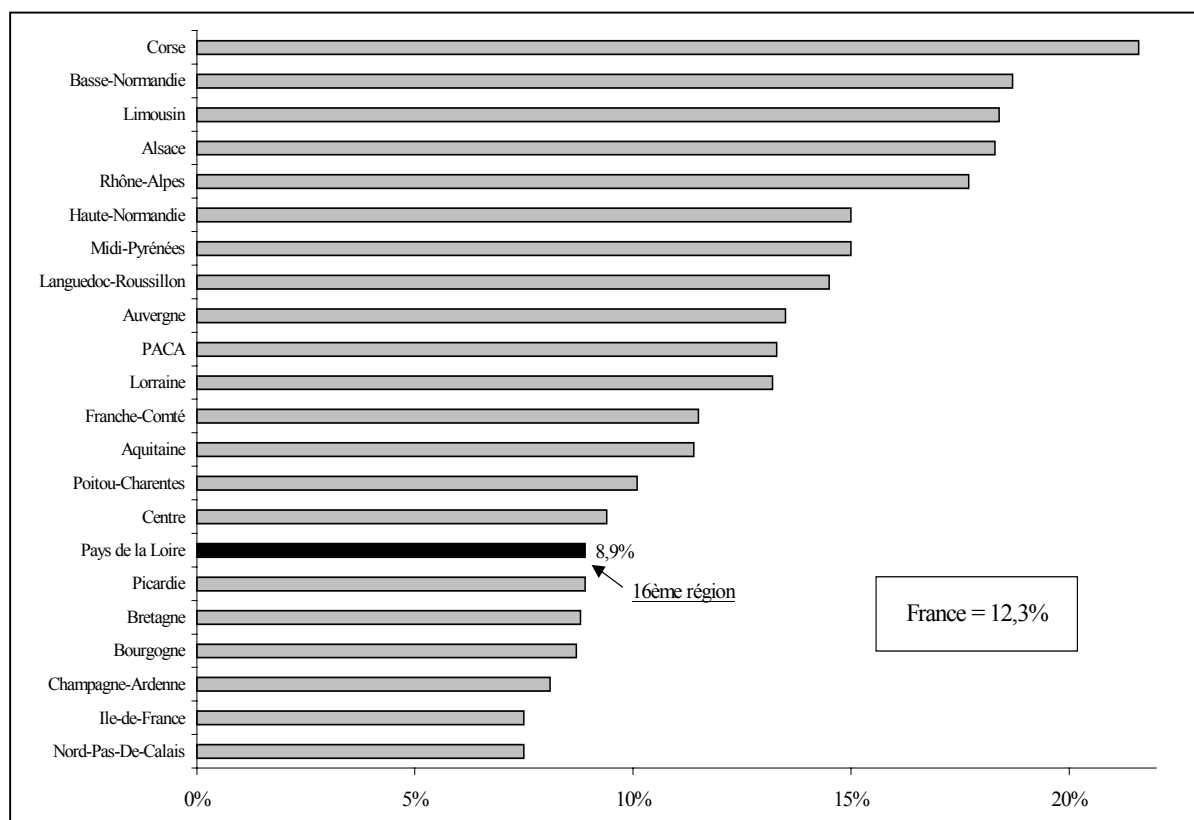


## 2. Contribution des exploitations non professionnelles à l'agriculture régionale

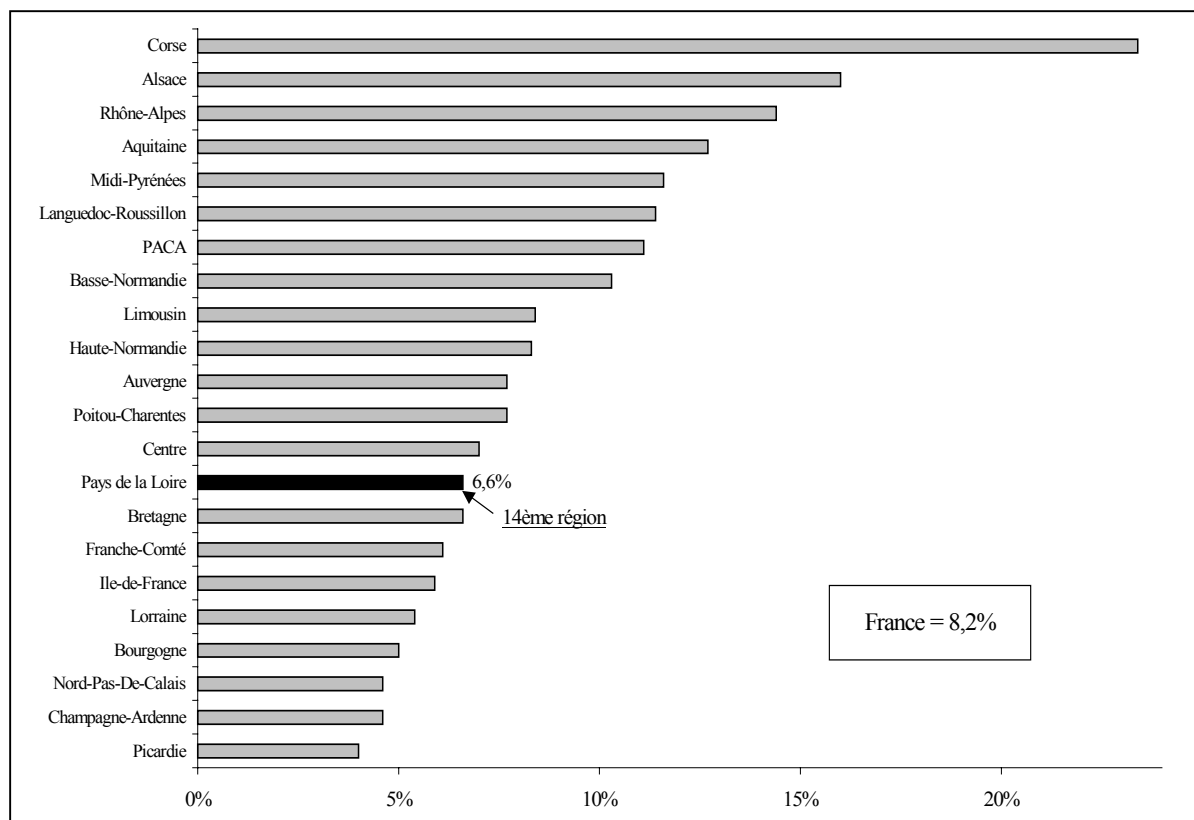
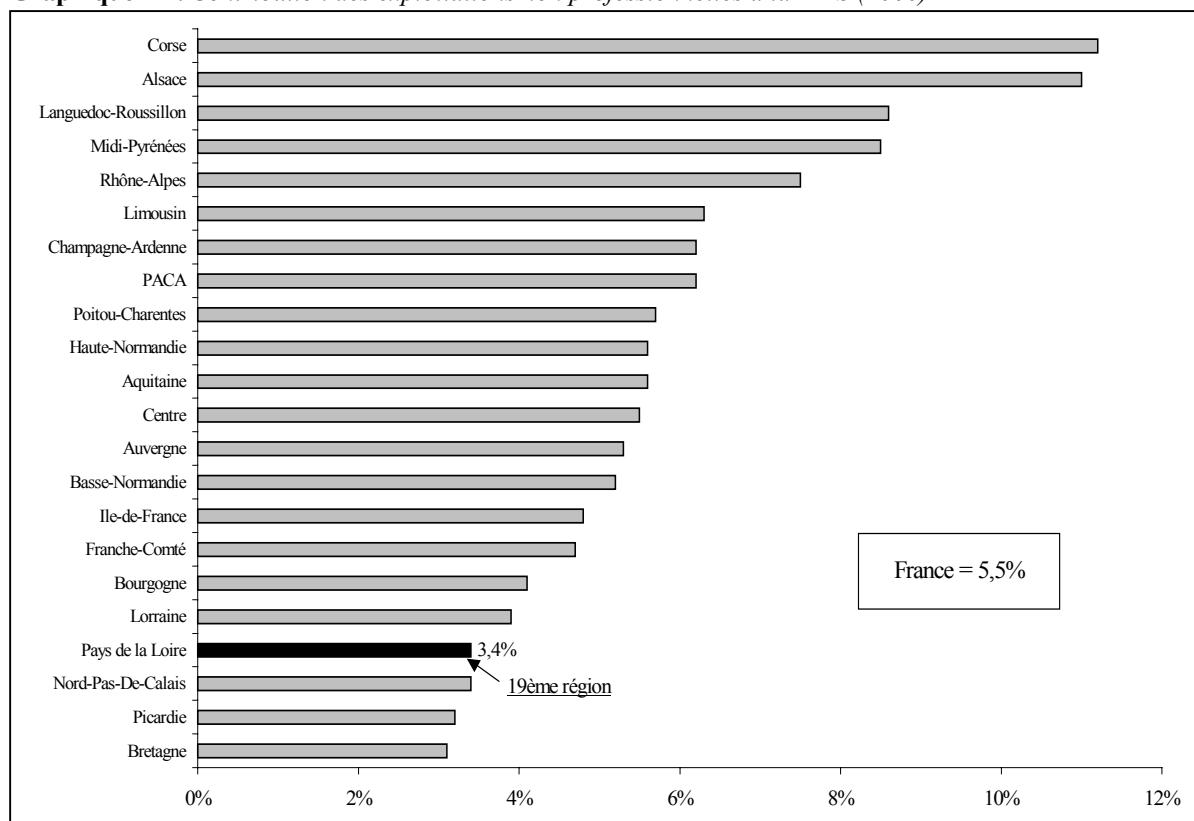
**Graphique 2-1.** Contribution des exploitations non professionnelles à l'effectif d'exploitations agricoles (2000)



**Graphique 2-2.** Contribution des exploitations non professionnelles à l'emploi (en UTA - 2000)



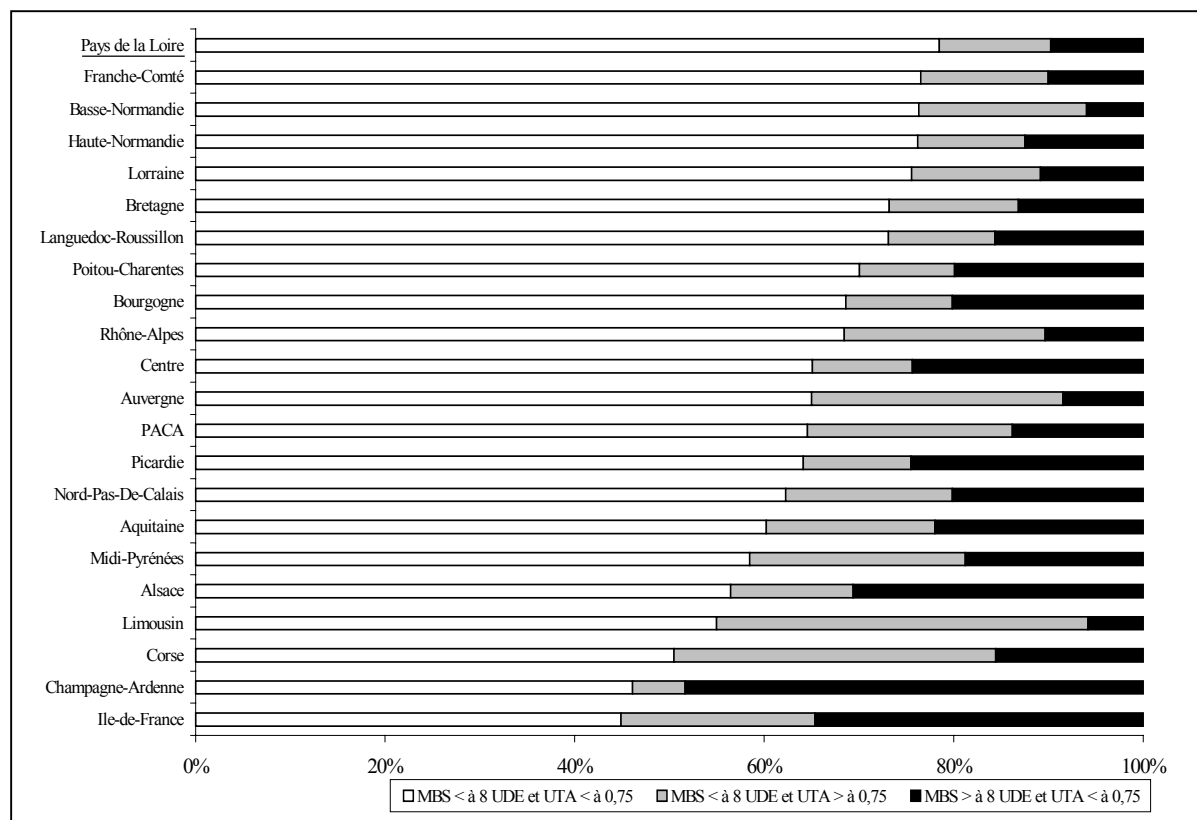
Source : Recensement agricole 2000

**Graphique 2-3.** Contribution des exploitations non professionnelles à la surface agricole utile (2000)**Graphique 2-4.** Contribution des exploitations non professionnelles à la MBS (2000)

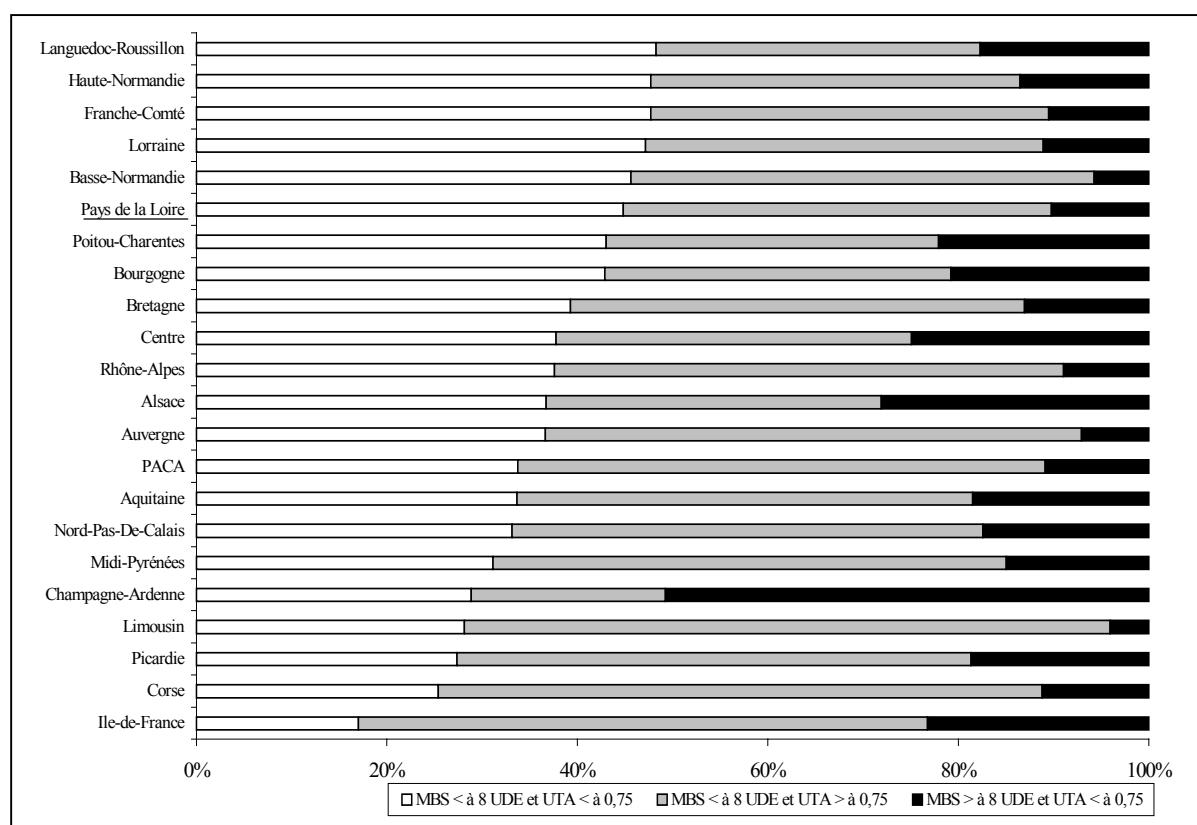
Source : Recensement agricole 2000

### 3. Répartition de l'agriculture non professionnelle dans 3 cas typologiques

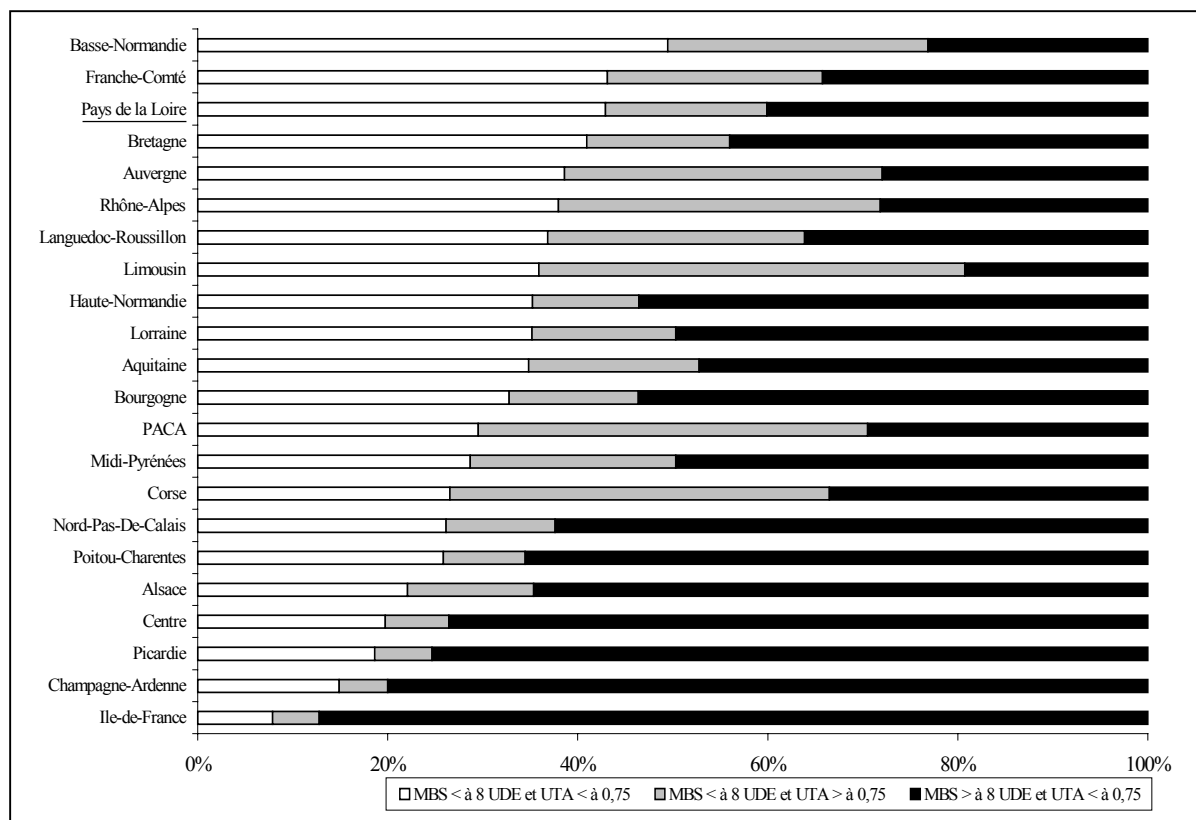
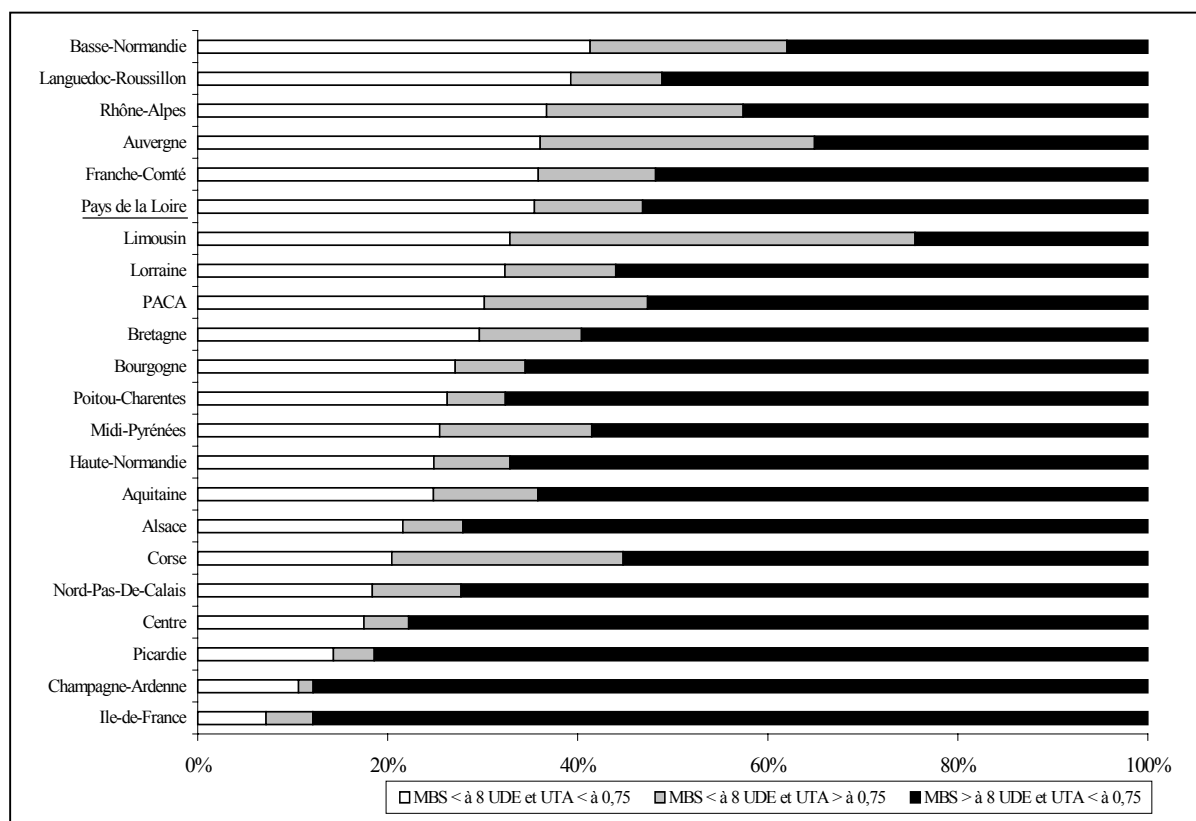
**Graphique 3-1.** Répartition de l'effectif des exploitations non professionnelles (2000)



**Graphique 3-2.** Répartition de l'emploi agricole (en UTA) des exploitations non professionnelles (2000)



Source : Recensement agricole 2000

**Graphique 3-3. Répartition de la surface agricole utile des exploitations non professionnelles (2000)****Graphique 3-4. Répartition de la MBS des exploitations non professionnelles (2000)**

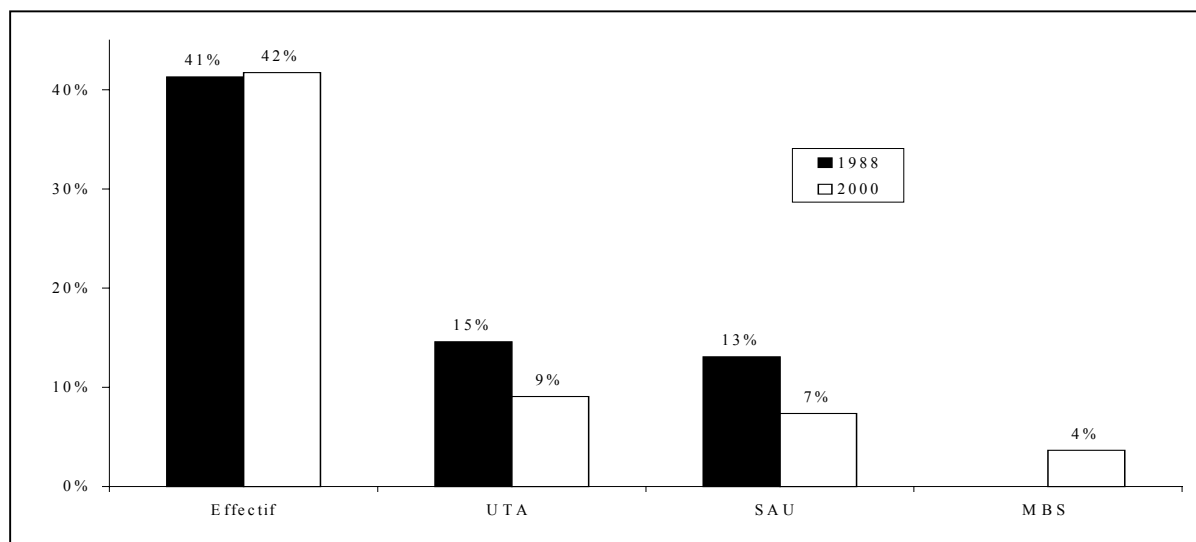
Source : Recensement agricole 2000

**ANNEXE 2****Données pour l'agriculture non professionnelle des départements ligériens,  
de la région des Pays de la Loire et de la France**

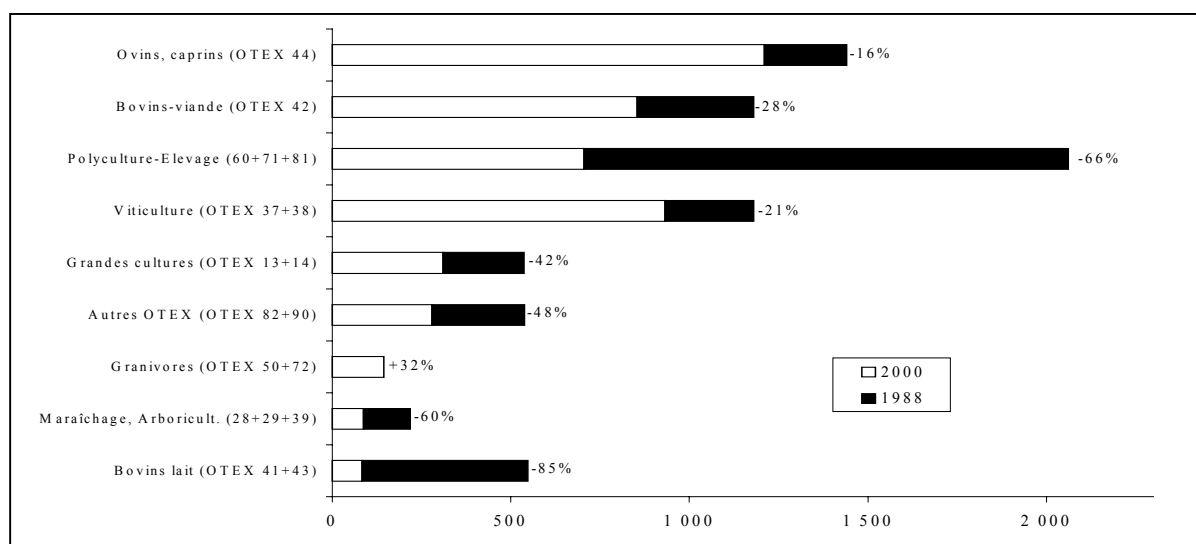
44 – Loire Atlantique	36
49 – Maine-et-Loire	37
53 – Mayenne	38
72 – Sarthe	39
85 – Vendée	40
Pays de la Loire	41
France	42

## 44 – Loire-Atlantique

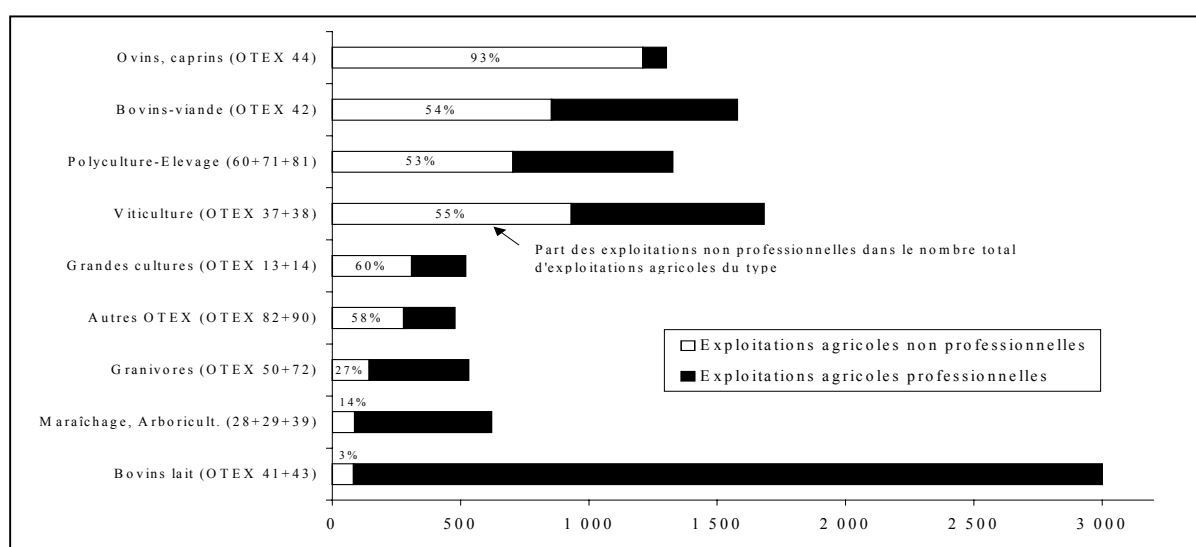
Graphique 1. Contribution des exploitations non professionnelles à l'agriculture



Graphique 2. Evolution du nombre d'exploitations non professionnelles selon leur OTEX

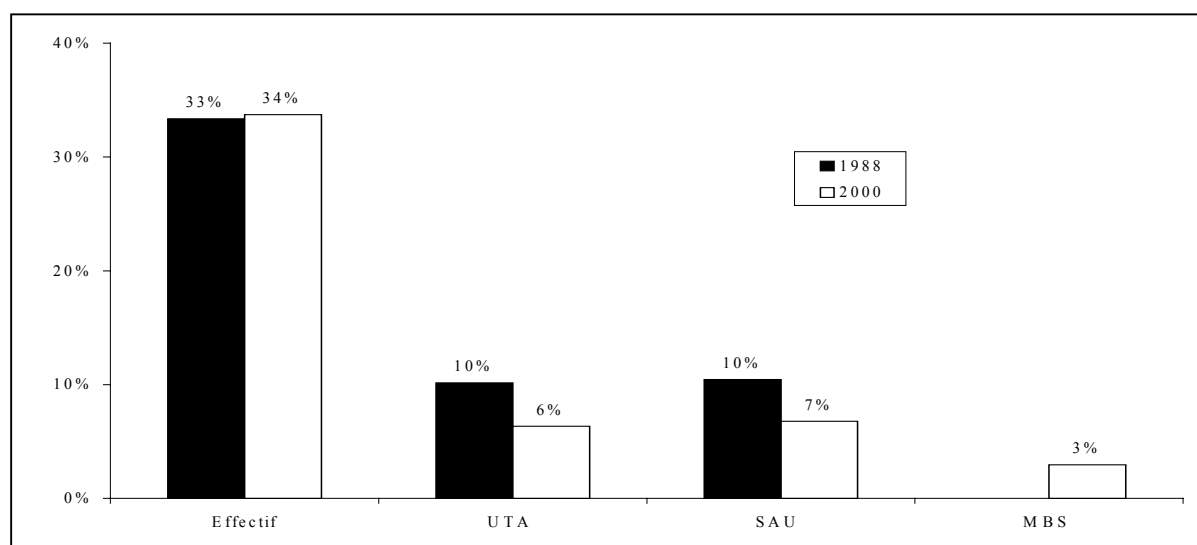
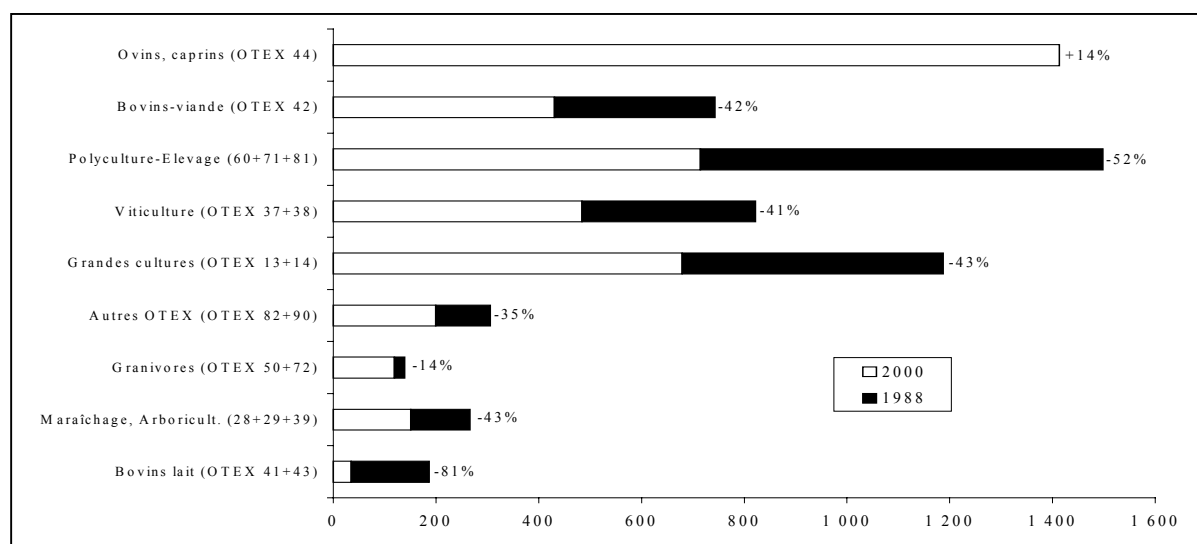
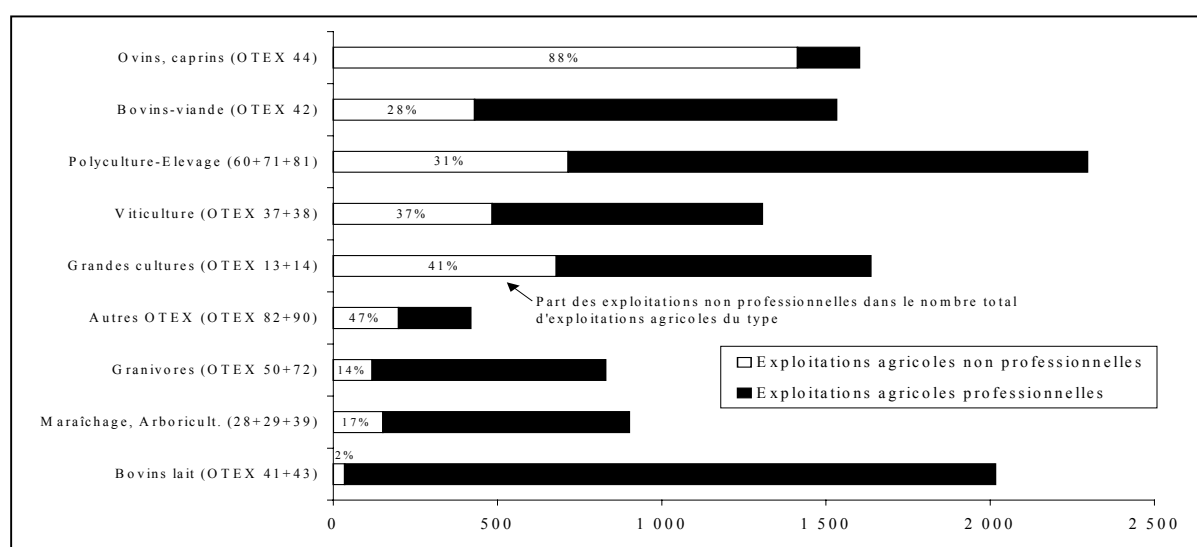


Graphique 3. Nombre d'exploitations professionnelles et non professionnelles selon leur OTEX (2000)



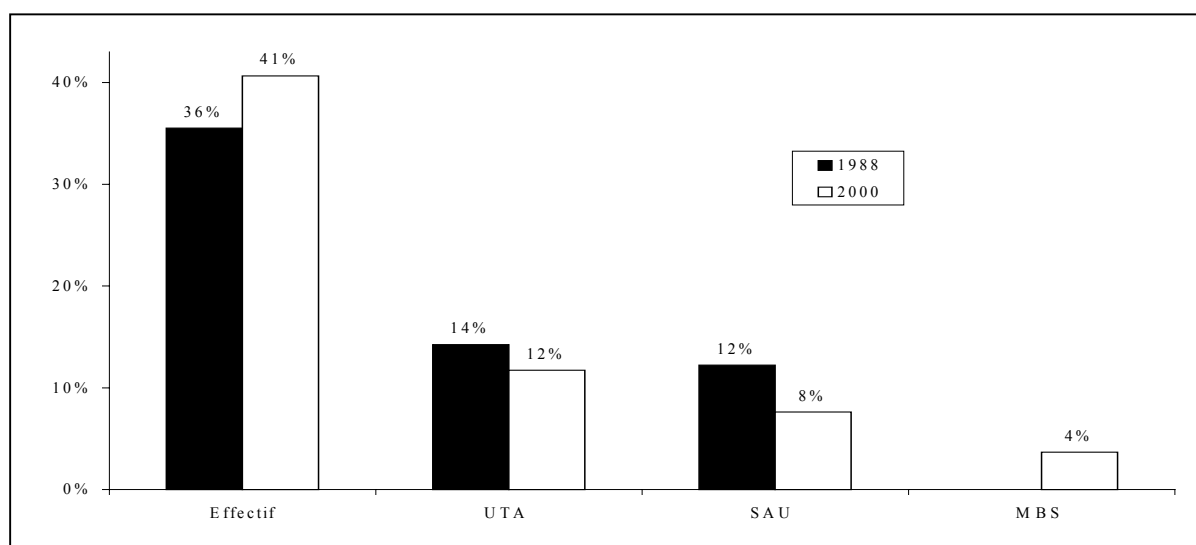
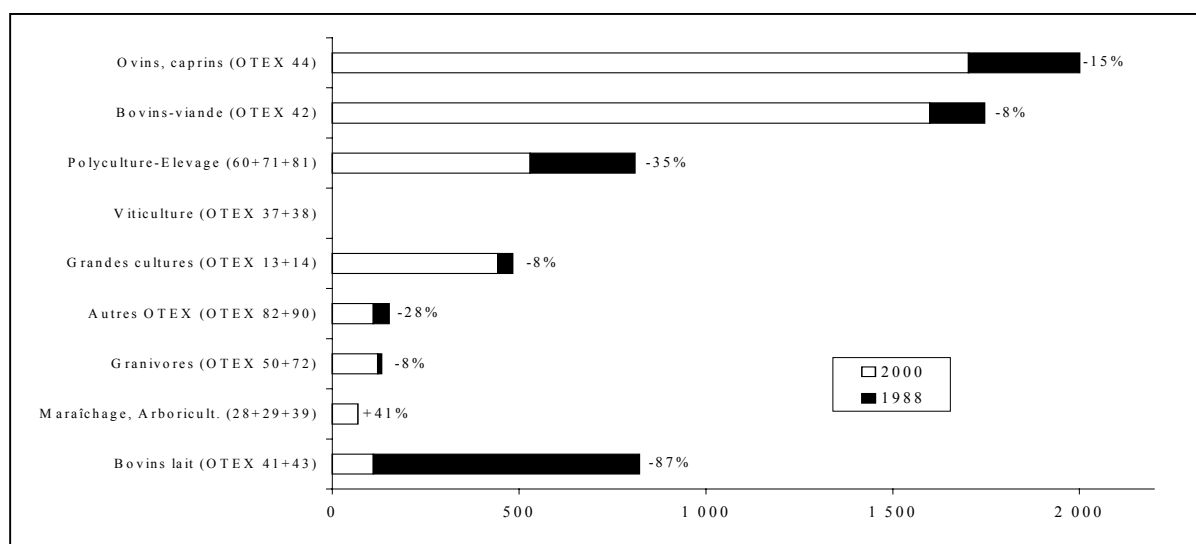
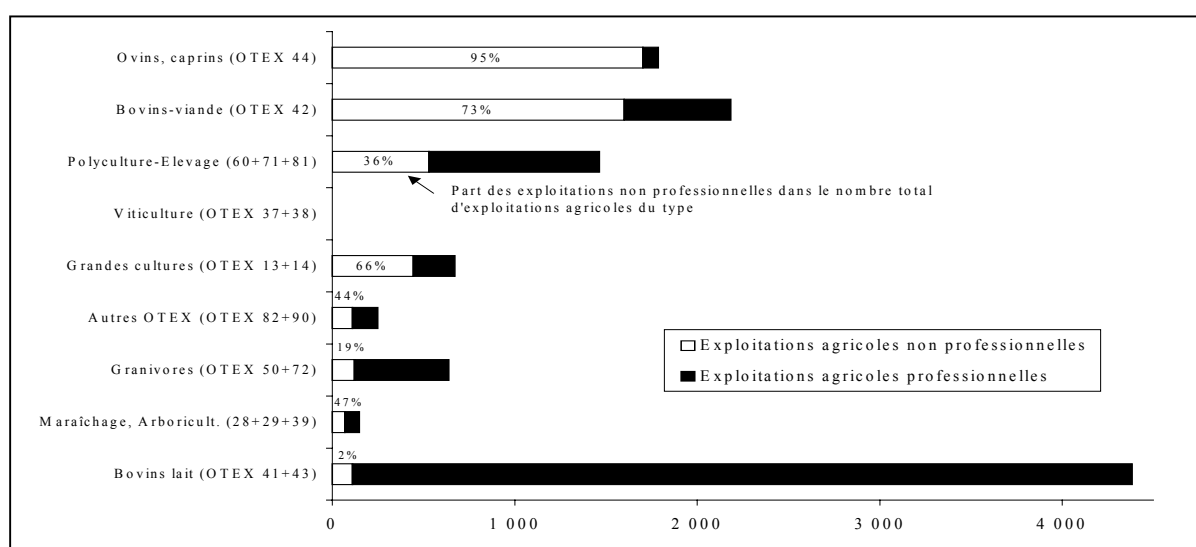
Source : Recensement agricole 1988 et 2000

## 49 – Maine-et-Loire

**Graphique 1.** Contribution des exploitations non professionnelles à l'agriculture**Graphique 2.** Evolution du nombre d'exploitations non professionnelles selon leur OTEX**Graphique 3.** Nombre d'exploitations professionnelles et non professionnelles selon leur OTEX (2000)

Source : Recensement agricole 1988 et 2000

## 53 – Mayenne

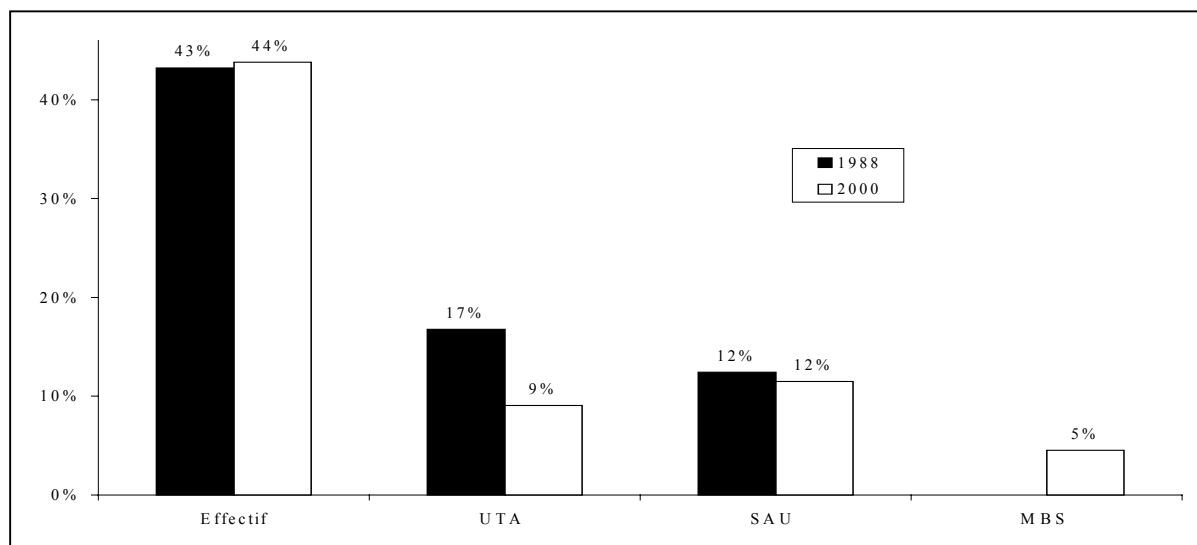
**Graphique 1.** Contribution des exploitations non professionnelles à l'agriculture**Graphique 2.** Evolution du nombre d'exploitations non professionnelles selon leur OTEX**Graphique 3.** Nombre d'exploitations professionnelles et non professionnelles selon leur OTEX (2000)

Source : Recensement agricole 1988 et 2000

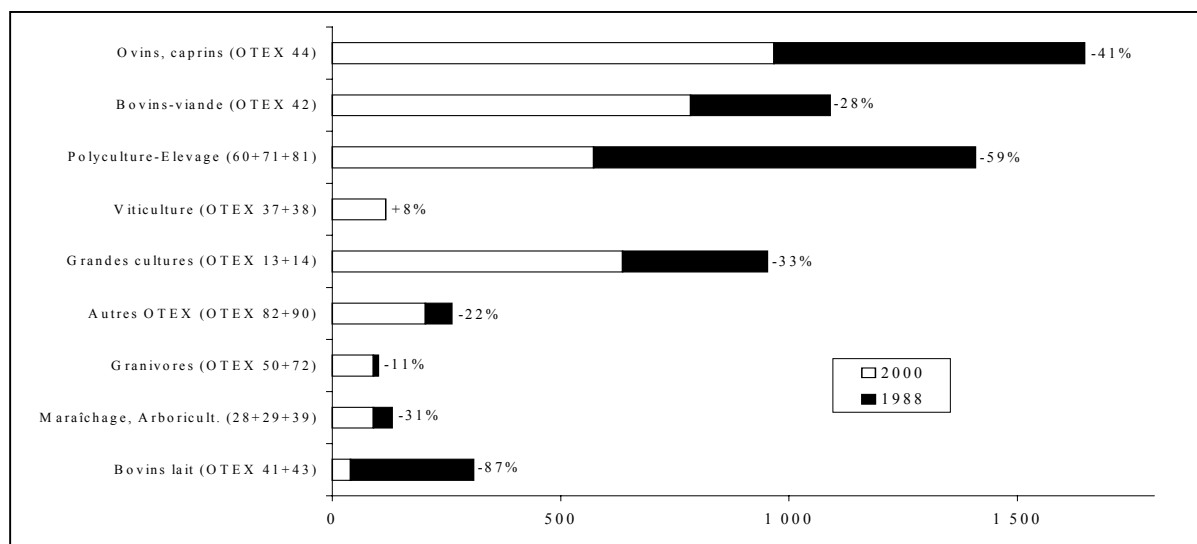


72 – Sarthe

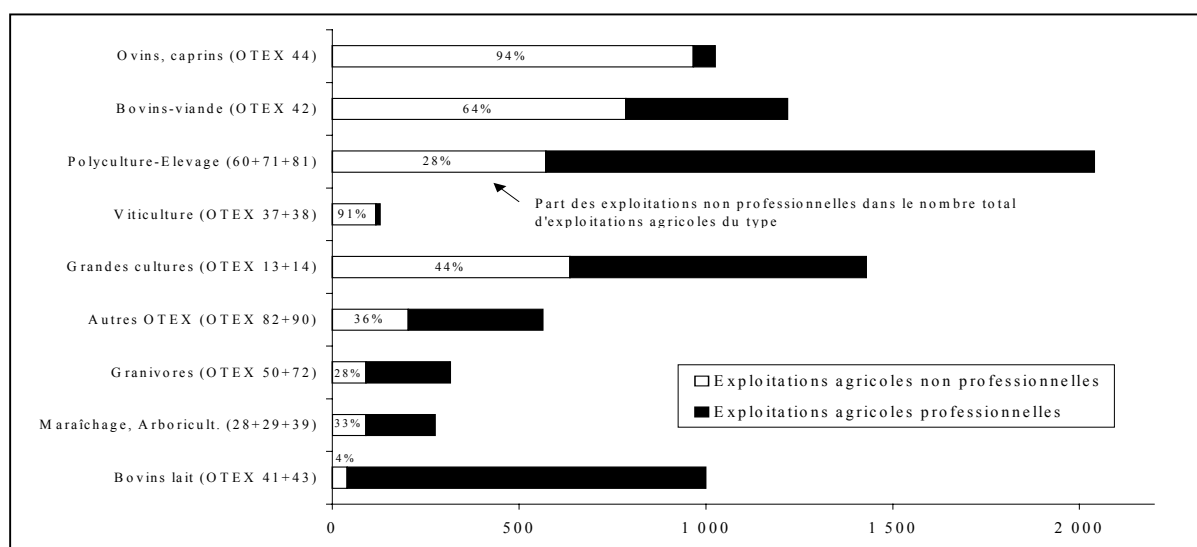
**Graphique 1.** Contribution des exploitations non professionnelles à l'agriculture



**Graphique 2.** Evolution du nombre d'exploitations non professionnelles selon leur OTEX

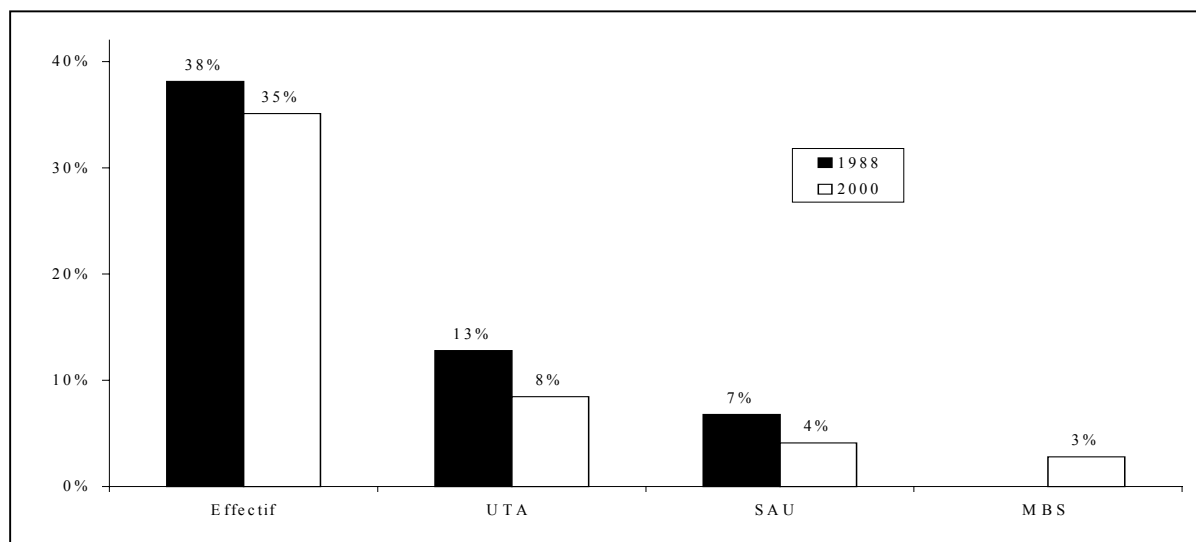
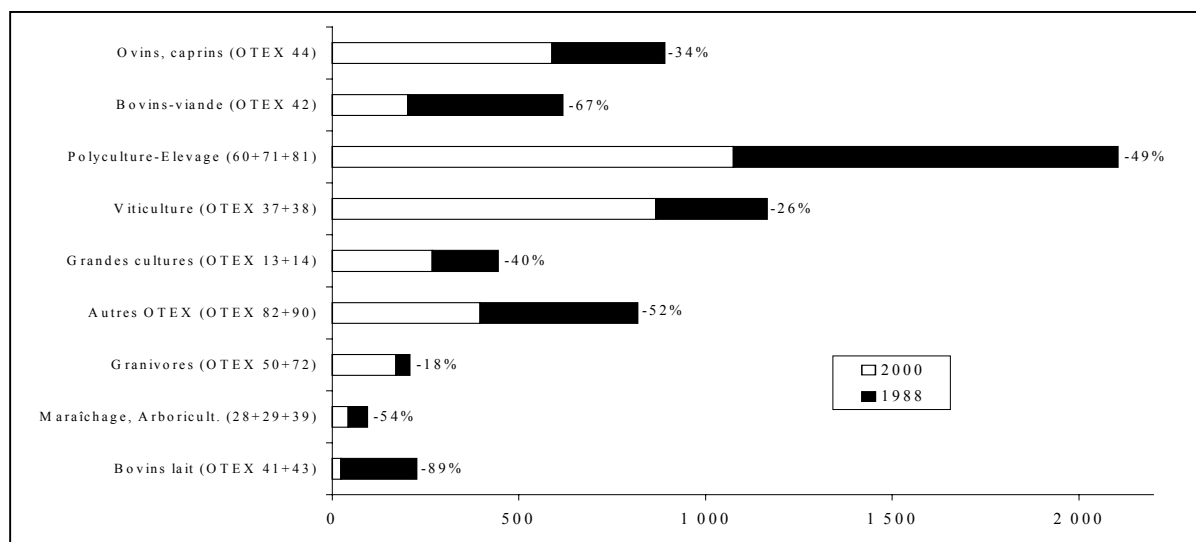
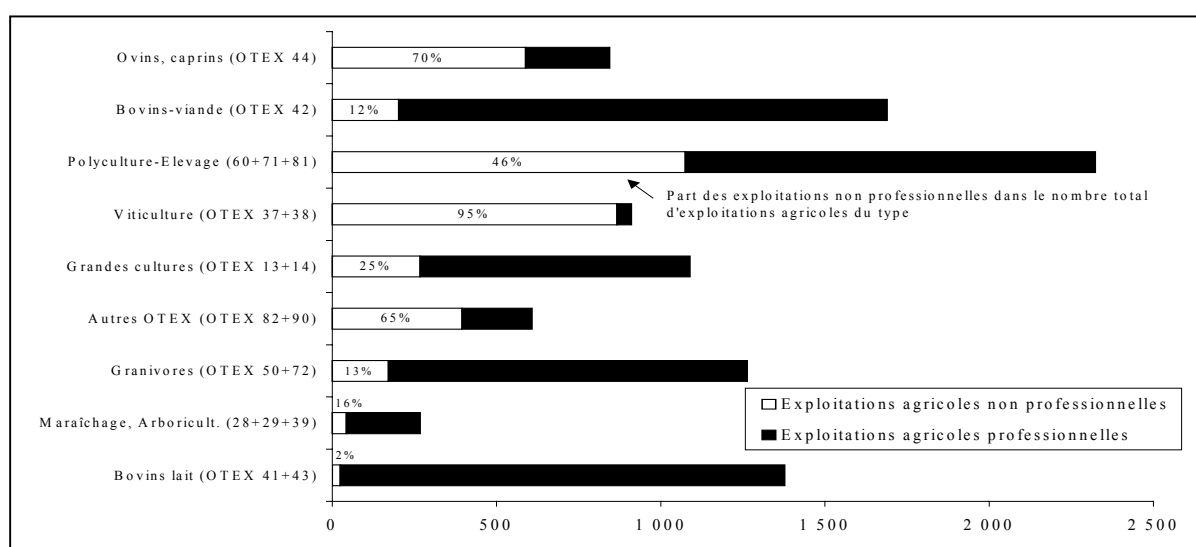


**Graphique 3.** Nombre d'exploitations professionnelles et non professionnelles selon leur OTEX (2000)



Source : Recensement agricole 1988 et 2000

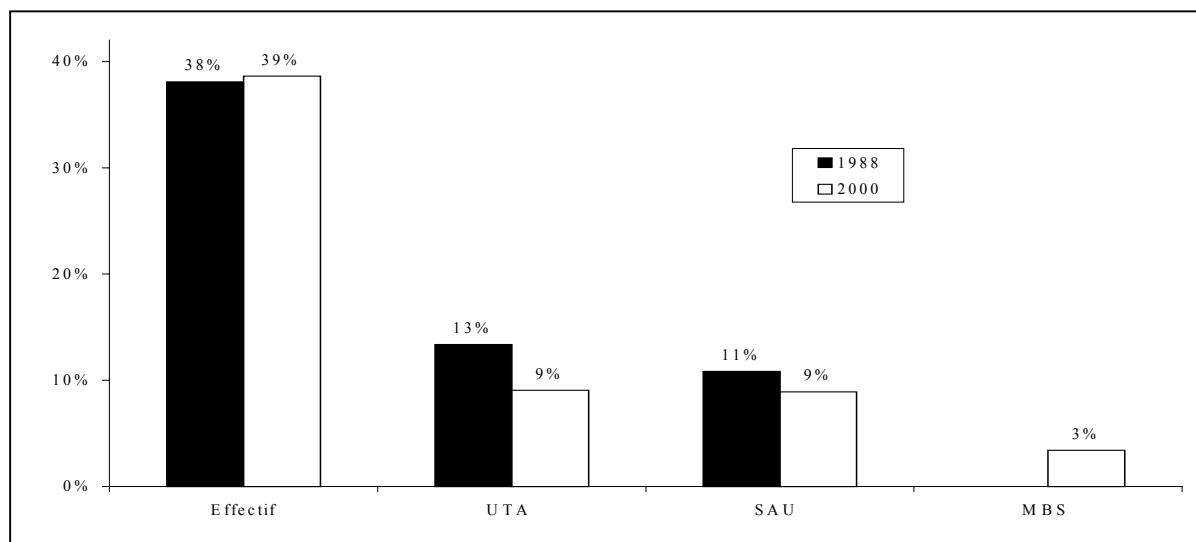
## 85 – Vendée

**Graphique 1.** Contribution des exploitations non professionnelles à l'agriculture**Graphique 2.** Evolution du nombre d'exploitations non professionnelles selon leur OTEX**Graphique 3.** Nombre d'exploitations professionnelles et non professionnelles selon leur OTEX (2000)

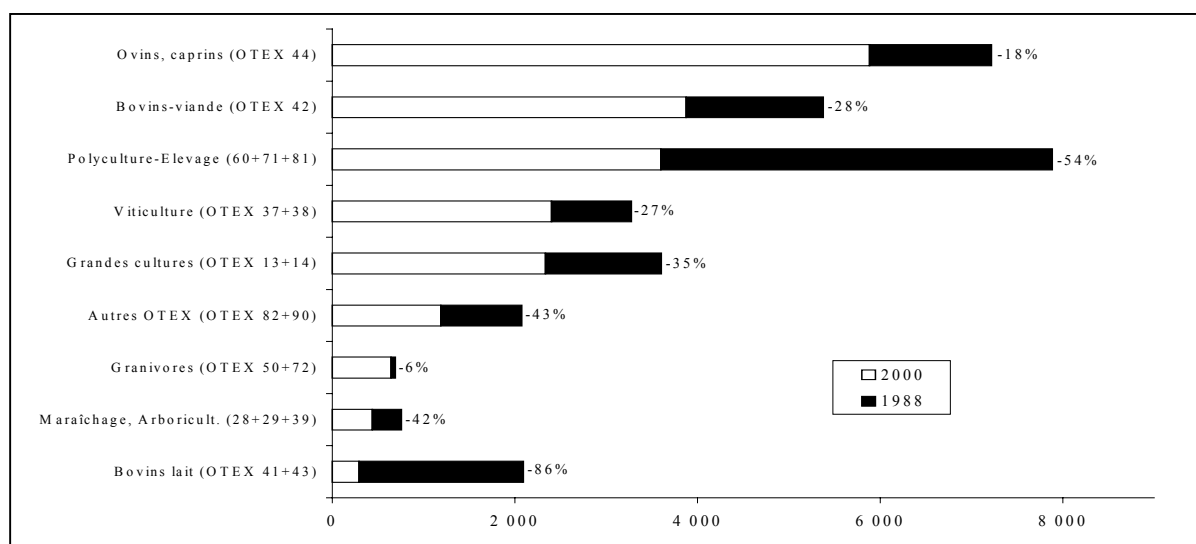
Source : Recensement agricole 1988 et 2000

Pays de la Loire

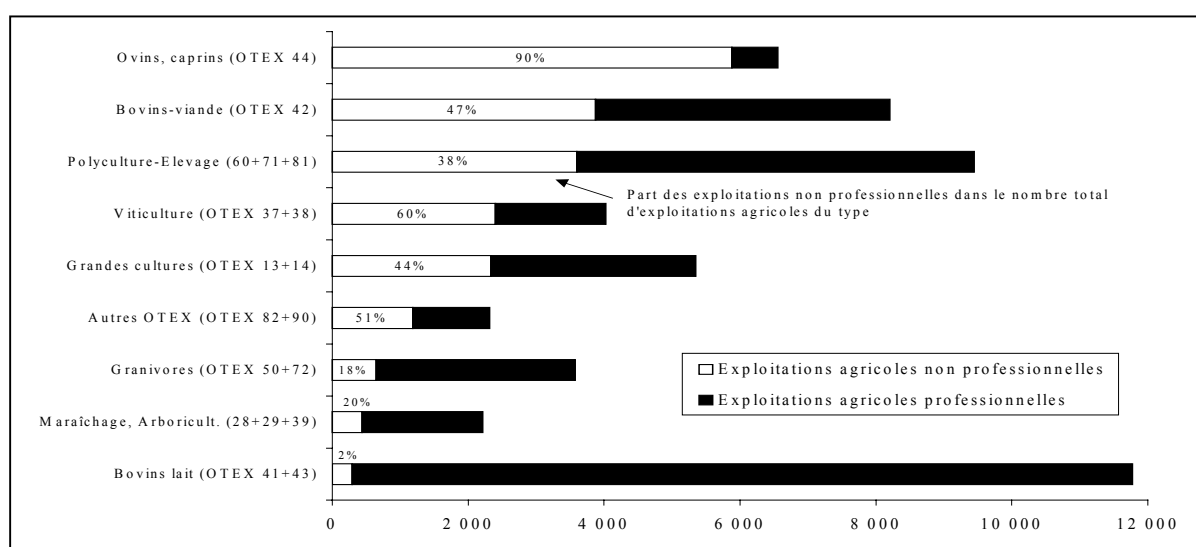
**Graphique 1.** Contribution des exploitations non professionnelles à l'agriculture



**Graphique 2.** Evolution du nombre d'exploitations non professionnelles selon leur OTEX

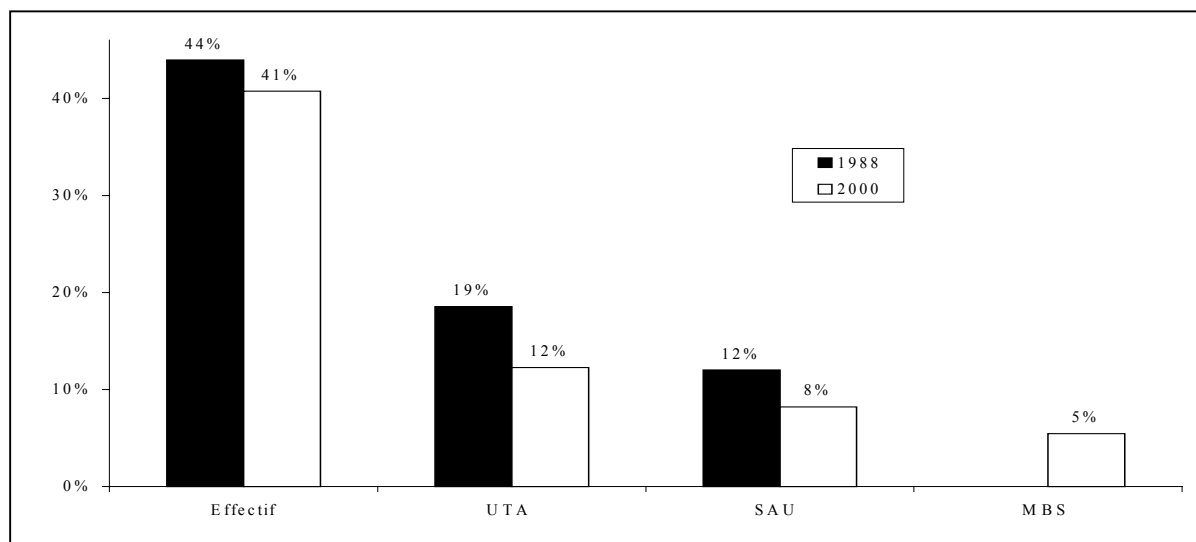
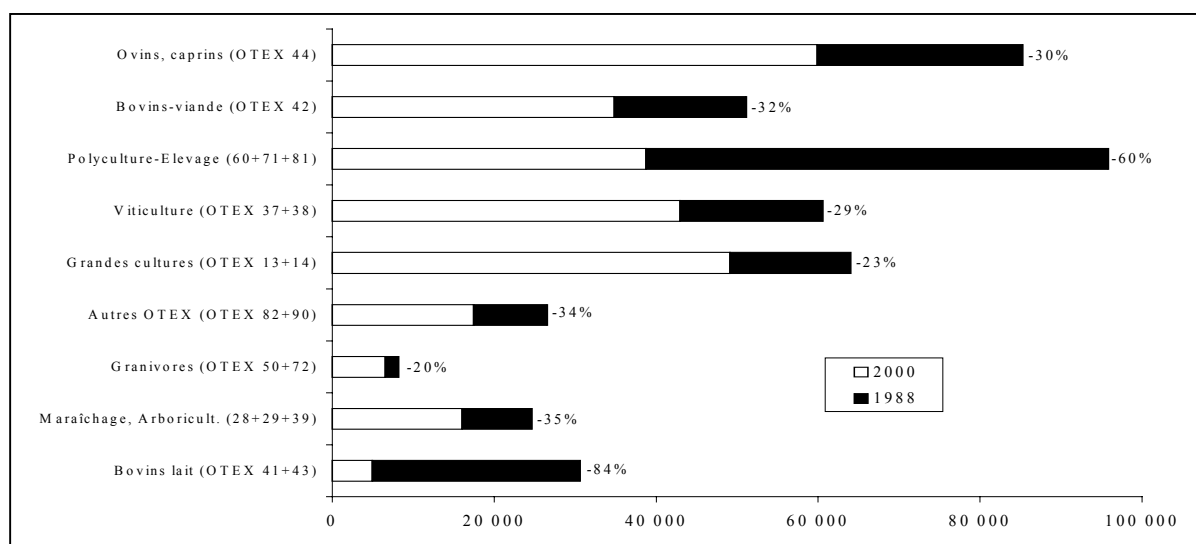
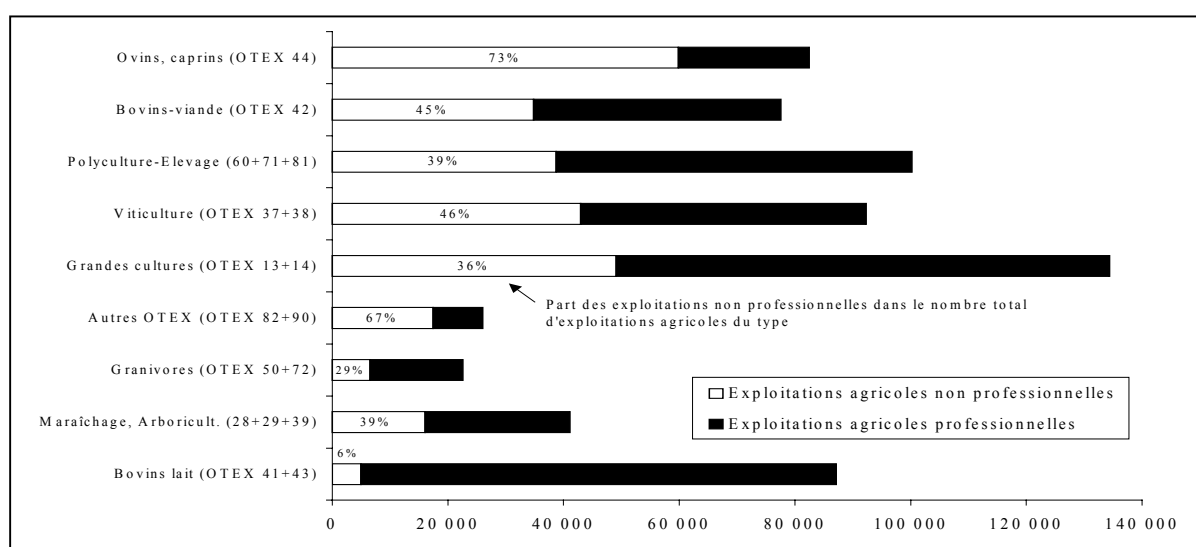


**Graphique 3.** Nombre d'exploitations professionnelles et non professionnelles selon leur OTEX (2000)



Source : Recensement agricole 1988 et 2000

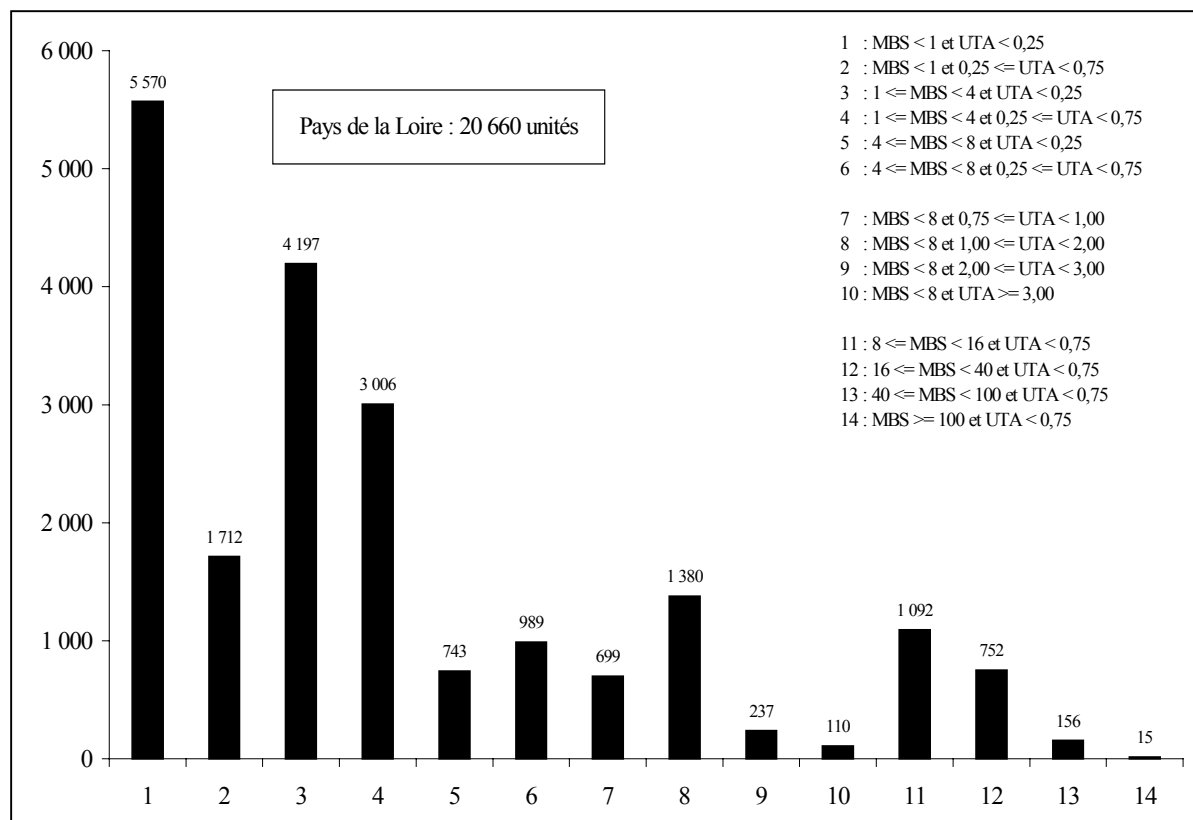
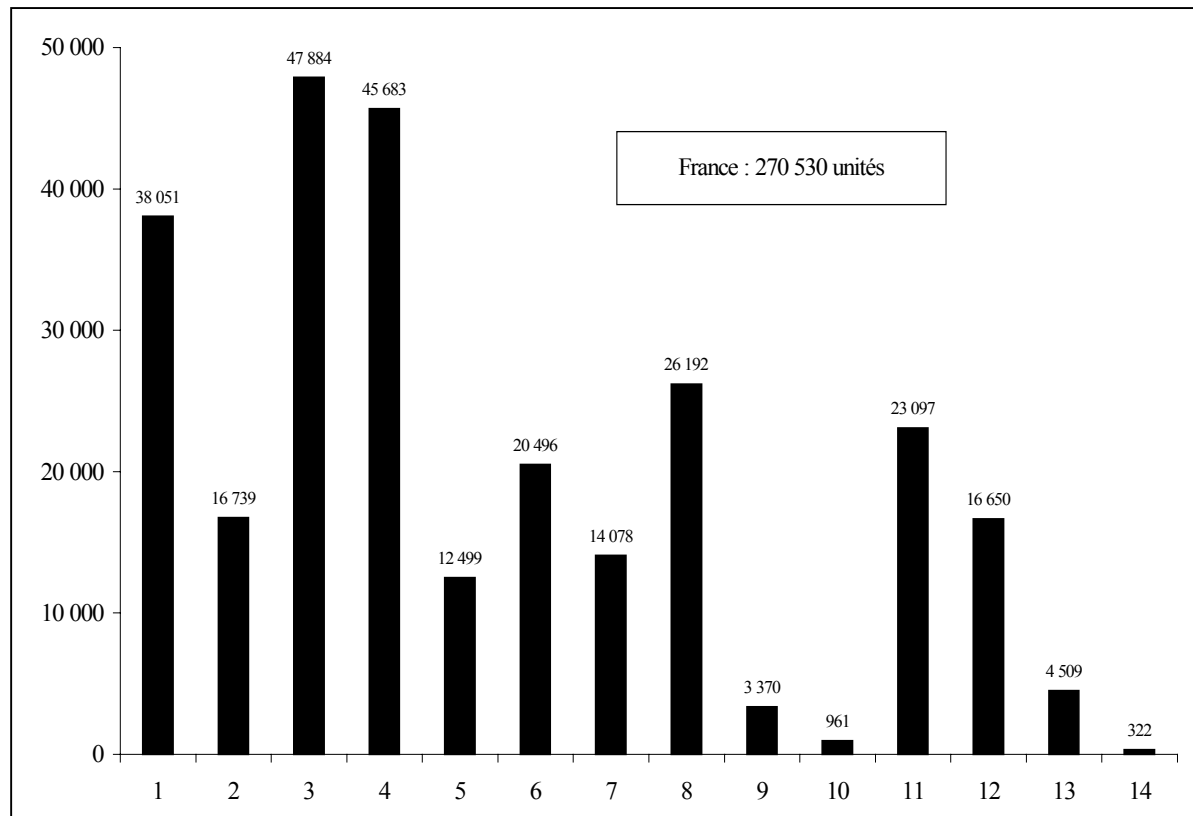
## France

**Graphique 1.** Contribution des exploitations non professionnelles à l'agriculture**Graphique 2.** Evolution du nombre d'exploitations non professionnelles selon leur OTEX**Graphique 3.** Nombre d'exploitations professionnelles et non professionnelles selon leur OTEX (2000)

Source : Recensement agricole 1988 et 2000

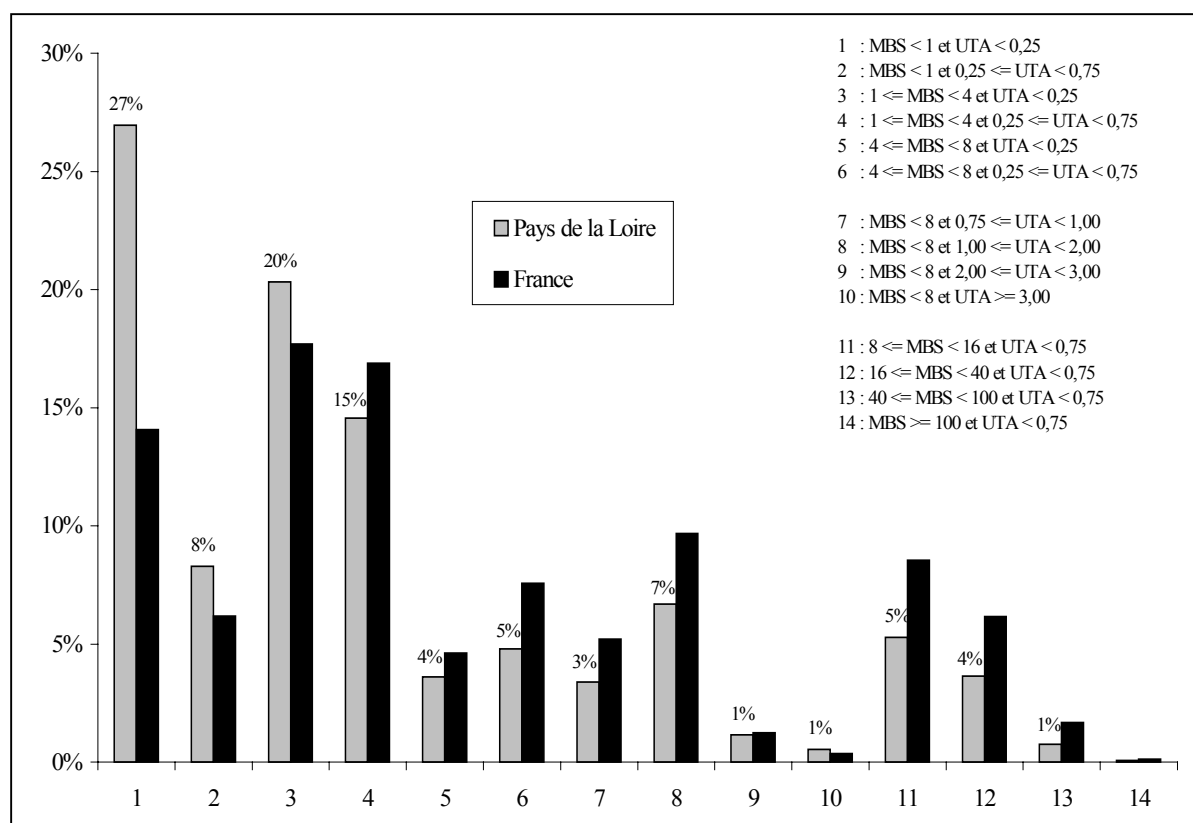
**ANNEXE 3****Diversité des exploitations non professionnelles selon leur taille et le nombre d'emploi  
(14 cases typologiques) en France et dans les Pays de la Loire**

Nombre d'exploitations non professionnelles dans chaque case typologique	44
Répartition des exploitations non professionnelles	45
Répartition de l'emploi agricole (en UTA) des exploitations non professionnelles	45
Répartition de la surface agricole utile des exploitations non professionnelles	46
Répartition de la MBS des exploitations non professionnelles	46

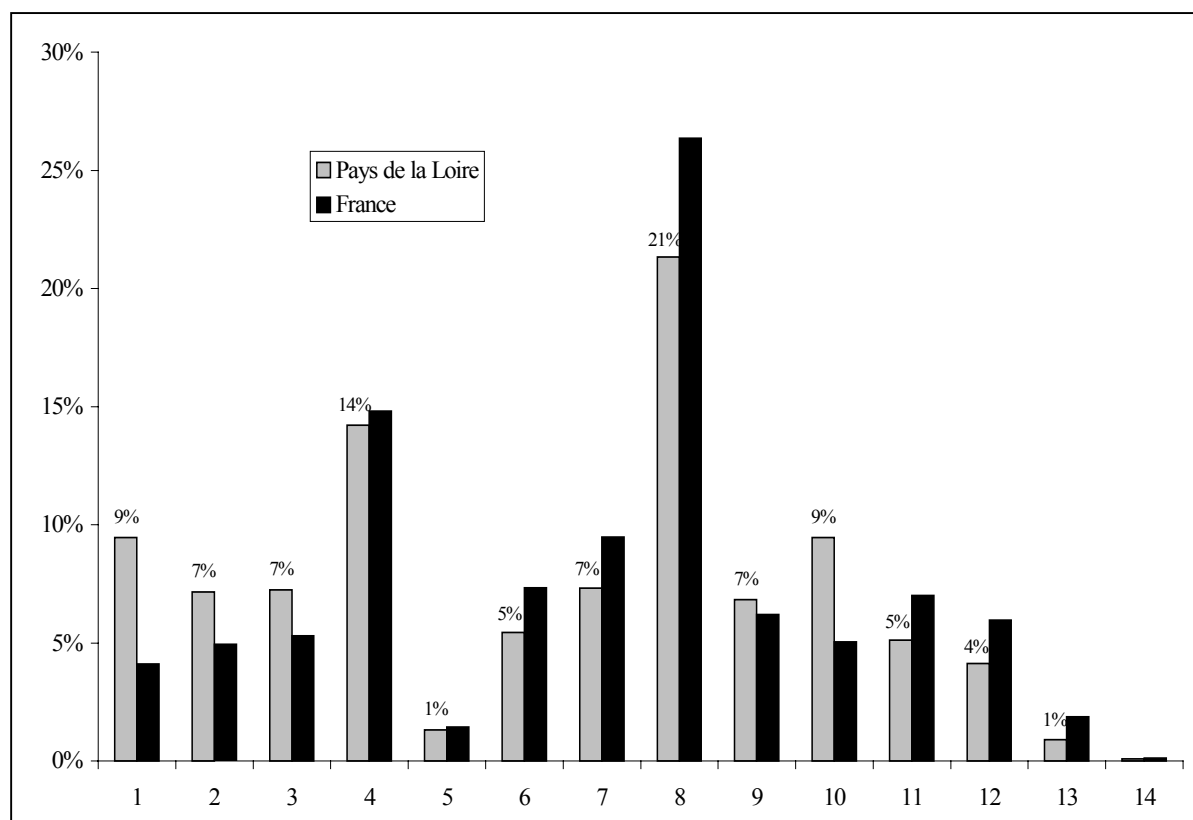
**Graphique 3-1.** Nombre d'exploitations non professionnelles dans chaque case typologique (Pays de Loire - 2000)**Graphique 3-2.** Nombre d'exploitations non professionnelles dans chaque case typologique (France - 2000)

Source : Recensement agricole 2000

**Graphique 3-3.** Répartition des exploitations non professionnelles (Pays de Loire et France - 2000)

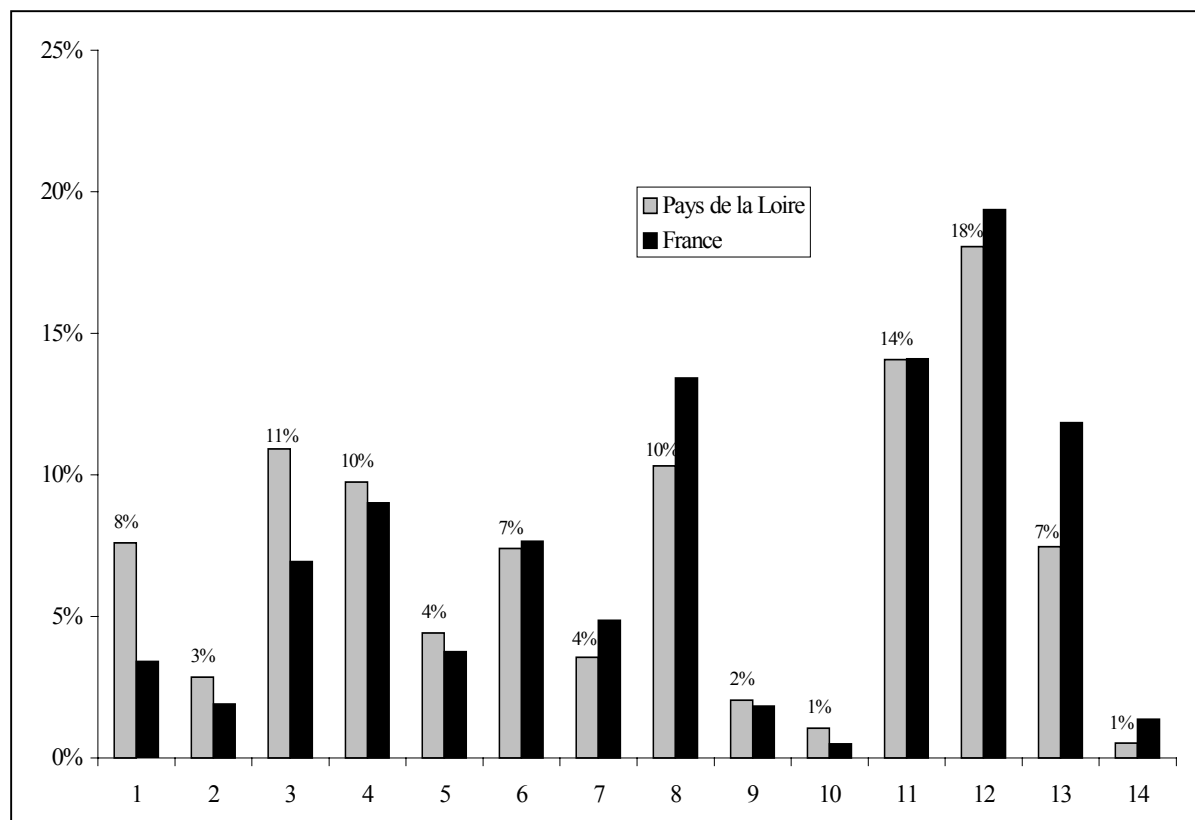


**Graphique 3-4.** Répartition de l'emploi agricole (en UTA) des exploitations non professionnelles (2000)

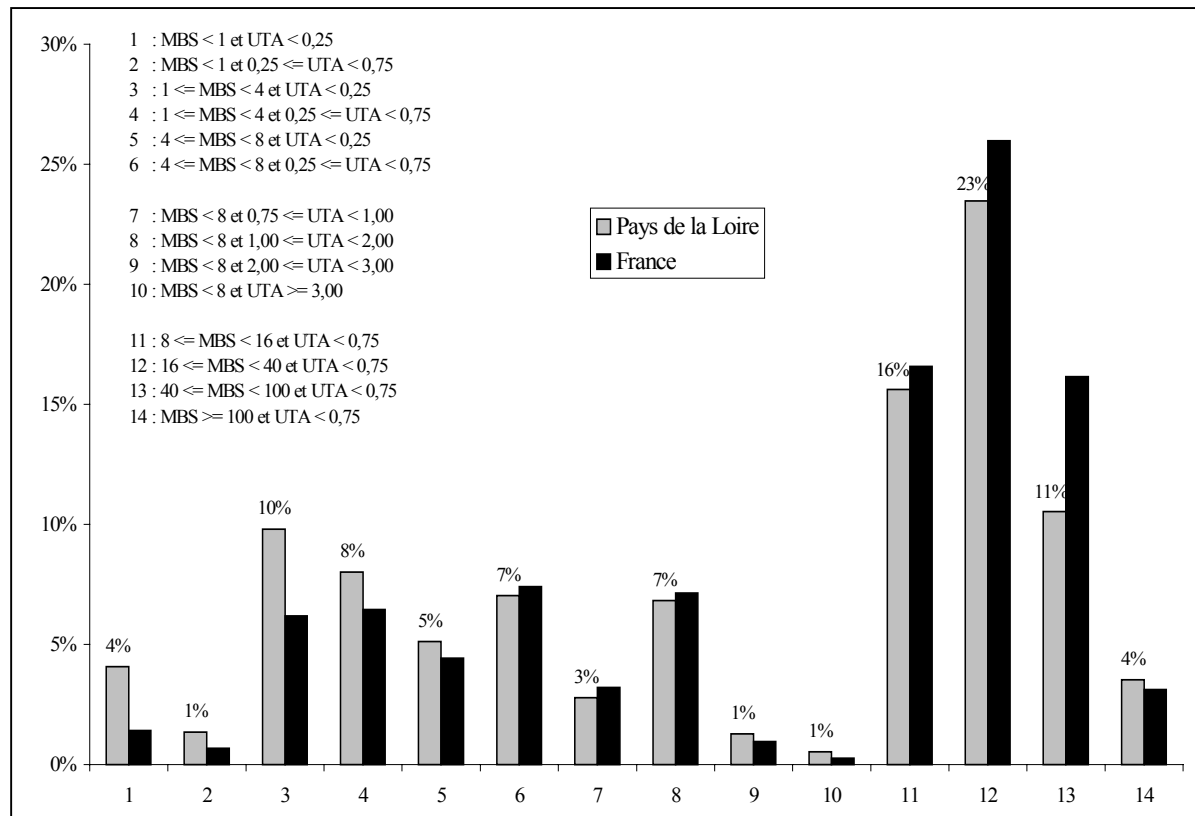


Source : Recensement agricole 2000

**Graphique 3-5. Répartition de la surface agricole utile des exploitations non professionnelles (2000)**



**Graphique 3-6. Répartition de la MBS des exploitations non professionnelles (2000)**



Source : Recensement agricole 2000